

40
ans

**cités
unies
france**

la lettre

de la coopération décentralisée

NUMÉRO SPÉCIAL

6^{ème} forum de l'action
internationale des
collectivités



**Mai-Juin
2015**

Editorial	2
Evénement : 6 ^e Forum de l'action internationale des collectivités	3
Afrique	15
Amérique latine et Caraïbes	18
Asie	21
Europe	23
Jeunesse.....	24
Climat	26
Crises et réhabilitation	28
Thématiques.....	29
Agenda	31
Publications	34

Editorial

6^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Le Forum de l'action internationale des collectivités se tiendra les 29 et 30 juin prochains. C'est devenu le rendez-vous de tous les acteurs.

C'est le lieu de rencontres et de débats pour l'ensemble des élus et des territoriaux de nos collectivités adhérentes et de toutes celles engagées dans la coopération.

C'est un moment institutionnel avec la tenue de la Commission nationale de la Coopération décentralisée (CNCD). Nos partenaires de l'Etat seront présents, au premier desquels la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) du ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), ainsi que l'Agence Française de Développement (AFD).

Le Forum, organisé en partenariat avec Média Contact Services, est devenu au fil des années un rendez-vous international avec la venue de délégations de quarante pays.

J'ai le plaisir de vous annoncer que cette année, le Président de la République, sauf impératifs d'agenda, devrait nous faire l'honneur de participer, le mardi matin 30 juin, à la séance inaugurale. Sa venue est un encouragement exceptionnel, pour les 1 700 agents territoriaux et les centaines d'élus de tous horizons politiques, engagés dans les actions de coopération internationale. C'est une reconnaissance pour les milliers de partenariats qu'ils ont développés dans le monde.

Une trentaine d'ateliers permettront d'aborder l'ensemble des questions qui animent la coopération internationale des collectivités. Cette année, la séance plénière portera sur « l'action internationale nécessaire pour nos territoires ».

Nos collectivités, par leurs actions internationales, ont créé le premier réseau mondial de partenariats. Un partenariat de coopération, c'est aujourd'hui devenu l'affaire de l'ensemble d'un territoire pour qui c'est un élément de cohésion sociale et de développement. L'ouverture au monde des collectivités françaises est un apport précieux pour le « vivre ensemble » dont on parle beaucoup aujourd'hui.

Maire d'une grande ville, en contact quotidien avec mes collègues, je n'ignore pas les contraintes budgétaires qui sont les vôtres, et les nôtres. Cités Unies France s'investit quotidiennement pour aider, animer et alimenter les collectivités dans leurs actions internationales.

Le 6^{ème} Forum de l'action internationale des collectivités devrait être, grâce à vous, un succès et en cette période difficile servir la cause de la coopération.

Je vous invite à prendre connaissance du programme qui se trouve dans cette lettre spéciale et j'espère que cette année encore vous serez nombreux à venir partager vos idées et vos expériences.

Roland Ries,
Maire de Strasbourg
Président de Cités Unies France



Événement

6^{ème} forum de l'action internationale des collectivités

29 et 30 juin 2015, au Palais des Congrès de Paris

Programme prévisionnel

Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités



Conférences

Lundi 29 juin 2015

13h00 Accueil des participants

14h30

- Conférence : Encourager l'engagement et la mobilité internationale pour tous les jeunes dans le cadre de l'AICT

16h00

- Conférence : Les financements innovants pour les collectivités : perspectives pour la coopération décentralisée
- Conférence : La réforme territoriale et ses conséquences sur l'action internationale
- Conférence : Coopérations régionales et transfrontalières : mieux vivre ensemble en Afrique et dans l'océan Indien

17h30

- Conférence : Femmes et réseaux féminins, acteurs engagés de la coopération décentralisée
- Conférence régionale : Mobilisation des entreprises – regards croisés entre les groupes-pays Algérie, Maroc et Mauritanie

19h15 Cocktail à l'Espace Partenaires

Mardi 30 juin 2015

8h30 Assemblée générale de Cités Unies France (Réservée aux adhérents de Cités Unies France)

10h00 Pause à l'Espace Partenaires

11h00 Séance plénière : L'action internationale nécessaire pour nos territoires

13h00 Cocktail à l'Espace Partenaires

14h15

- Conférence : L'action internationale pour mieux vivre ensemble
- Conférence : Villes durables intelligentes : enjeu majeur de l'action internationale des collectivités

15h45 Pause à l'Espace Partenaires

16h00

- Conférence : COP21: solutions de la coopération décentralisée face au dérèglement climatique
- Conférence : Coopérer entre territoires pour l'inclusion économique et sociale

17h30 Cocktail de clôture du Forum

Evénement

6^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

Lundi 29 juin 2015

- 14h30 - 16h00 Réunion du groupe-pays Palestine
- 14h30 - 16h00 Réunion du groupe-pays Mexique : Les nouveaux champs de l'AICT : l'action internationale au service de la compétitivité des territoires
- 14h30 - 16h00 Réunion du groupe-pays Chili
- 16h00 - 17h30 Présentation du programme européen de Bangui : La gestion des crises par les autorités locales
- 17h30 - 19h00 Haïti : Clôture du Fonds de solidarité
- 17h30 - 19h00 Réunion du groupe-pays Arménie
- 17h30 - 19h00 Réunion du groupe-pays Chine

Mardi 30 juin 2015

- 14h15 - 15h45 Réunion du groupe-pays Russie
- 14h15 - 15h45 Réunion du groupe-pays Etats-Unis
- 16h00 - 17h30 Réunion du groupe-pays Maroc
- 16h00 - 17h30 Réunion du groupe-pays Liban
- 16h00 - 17h30 Réunion du groupe-pays Japon : 1^{er} Comité de pilotage français des 5^e Rencontres franco-japonaises, 5-6 octobre 2016, à Tours



Evénement

6^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Lundi 29 juin 2015

13h00 Accueil des participants

14h30

• Encourager l'engagement et la mobilité internationale pour tous les jeunes dans le cadre de l'AICT

Même si la contrainte budgétaire est une réalité, nombreuses sont les collectivités qui ont fait le choix de conduire une politique volontariste en encourageant l'ouverture internationale des jeunes. Cela passe par des actions de sensibilisation au niveau local, en faveur d'un meilleur accès à la mobilité internationale, que se soit à des fins professionnelles, solidaires, identitaires ou citoyennes. L'Etat a également fait de la mobilité une priorité par le biais du Ministère de la ville, de la Jeunesse et des Sports, à travers notamment le chantier 10 du plan d'action Priorité jeunesse, mais également par le biais du ministère des Affaires étrangères et du Développement international à travers son document d'orientation sur l'action extérieure de la France pour la jeunesse.

Tout le monde s'accorde à dire que l'accès à toute forme d'ouverture sur le monde est devenu un enjeu. L'international représente alors une valeur-ajoutée dans le parcours du jeune. Mais les freins sont importants : difficulté d'appropriation des enjeux et de la complexité des offres de mobilité (Erasmus +, Parcours mobilité, éducation formation et/ou insertion, éducation non-formelle...) aussi bien pour les jeunes que pour les professionnels.

Alors comment élargir l'accès à la mobilité à l'international à des publics qui en sont aujourd'hui largement exclus ?

Les leviers passent sans doute par une meilleure information, une meilleure identification des ressources et compétences, un partage des expériences et une démarche multi-acteurs, partenariale, au niveau local et au sein des collectivités.

Présidente de séance :

Myriam Derkaoui, Adjointe au maire d'Aubervilliers en charge de la jeunesse et Présidente du groupe-thématique Jeunesse

16h00

• Les financements innovants pour les collectivités : perspectives pour la coopération décentralisée



Cette conférence célébrera l'exception française que constitue l'implication des collectivités territoriales et la singularité de la loi permettant d'affecter 1% du budget de certaines politiques publiques (eau, déchets, énergie) à des actions de coopération dans ces domaines.

A la date anniversaire des 10 ans de mise en œuvre de la loi Oudin-Santini (27 janvier 2005), et des autres lois concernant l'énergie (amendement Pintat du 7 décembre 2006) et plus récemment les déchets (juillet 2014), il s'agira de faire le bilan de ces capacités de financements innovants sur l'eau, l'énergie et les déchets et de mesurer les résultats.

Par ailleurs, grâce à la participation de la Banque mondiale, l'Union européenne et des fondations, la conférence permettra de mieux cerner les possibilités pour les collectivités de nouer, dans leurs actions internationales, des partenariats avec des institutions européennes et internationales ou des fondations.

Président de séance :

Roland Ries, Président du comité « 1% déchets » de la CNCD/DAECT, Maire de Strasbourg et Président de CUF

Evénement

• La réforme territoriale et ses conséquences sur l'action internationale

La réforme des collectivités en cours d'adoption au parlement a pour principal objectif de clarifier les compétences entre niveaux de collectivités et de renforcer l'intercommunalité.

Cette conférence propose de débattre des conséquences de cette réforme sur l'AICT, et tout particulièrement des changements liés à la création des métropoles qui a fait l'objet d'une étude de cas par Cités Unies France pour le compte de l'AFD, intitulée : « L'expertise des collectivités territoriales à l'épreuve de la nouvelle donne territoriale. Quelle mutation de l'action internationale dans le contexte de la métropolisation en France ? »

La conférence permettra un débat autour des craintes et des enjeux liés à la réforme : des nouveaux territoires, des compétences redistribuées, des collectivités créées et d'autres fusionnées.

La possibilité de s'engager à l'international reste ouverte à tous les niveaux de collectivités. Quels sont les échelons d'intervention les plus pertinents ? Quelles compétences vont être mobilisées et quels savoir-faire ?

Les mutations actuelles engagent les politiques publiques de demain. L'atelier tentera ainsi de dessiner les évolutions dans l'engagement des collectivités et de prévoir les tendances.

Président de séance :

Michel Delebarre, Sénateur du Nord et Président d'honneur de CUF (à confirmer)

• Coopérations régionales et transfrontalières : mieux vivre ensemble en Afrique et dans l'océan Indien

Les hommes traversent les frontières pour leurs besoins sociaux, culturels et économiques. Des entités politiques se composent et se recomposent, modelant l'inconscient collectif.

Alors que les défis auxquels sont confrontés les territoires sont de plus en plus globaux, l'intégration régionale apparaît comme une réponse nécessaire.

Quel rôle pour les collectivités territoriales dans l'intégration régionale ? Cette intégration constitue-t-elle une plus-value pour le vivre-ensemble ? Comment les Etats, les autorités centrales et interétatiques peuvent-ils s'appuyer sur la coopération décentralisée pour garantir un développement local harmonieux des territoires ?

Cette conférence se propose d'examiner la place des collectivités territoriales dans des ensembles sous-régionaux constitués de longue date : l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) d'une part, la COI (Commission de l'Océan Indien) de l'autre, tout en restant ouvert, dans les débats, aux autres ensembles sous-régionaux du continent africain.

Président de séance :

Charles Josselin, Président d'honneur de Cités Unies France (à confirmer)

17h30

• Femmes et réseaux féminins, acteurs engagés de la coopération décentralisée

La consolidation des processus de décentralisation au niveau local et la montée en puissance de la coopération décentralisée ont contribué à l'engagement croissant des femmes et des réseaux féminins sur les territoires, et à leur implication grandissante dans les coopérations internationales.

D'initiatives personnelles à l'engagement dans des réseaux, ces femmes, actrices d'une diplomatie en mouvement, témoignent à travers leurs expériences et actions respectives.

En quoi les femmes, élues locales, trouvent-elles dans la dynamique collective et collaborative de ces réseaux des appuis et des facteurs d'optimisation de leurs actions politiques, au bénéfice premier des mandats locaux ?

Comment les coopérations décentralisées prennent-elles en compte, de façon transversale et systématique, le fait que les femmes et les hommes ont des priorités, rencontrent des obstacles, saisissent des opportunités, recherchent des moyens et inventent des solutions souvent différentes ?

De l'approche « femme » au « genre », il existe la nécessité d'une mise en perspective transversale. Ainsi, la réflexion en termes de genre permet de prendre en compte les rapports sociaux au niveau macro et d'en tenir compte dans la gouvernance des territoires.

Présidente de séance :

Martine Vassal, Présidente du Conseil départemental des Bouches du Rhône, Présidente déléguée de Cités Unies France, élue de la ville de Marseille (à confirmer)

Evénement

• Mobilisation des entreprises – regards croisés entre les groupes-pays Algérie, Maroc et Mauritanie

Au-delà des fondements initiaux de la coopération décentralisée que sont la solidarité internationale et le dialogue des cultures, l'action extérieure des collectivités s'appréhende aujourd'hui comme un moyen au service du développement de nos propres territoires.

La récente coopération économique décentralisée comprend à la fois l'appui à des activités génératrices de revenus dans le pays partenaire que l'accueil d'investissements étrangers ou encore la création de débouchés commerciaux pour nos entreprises.

C'est autour de ces deux derniers points que la conférence souhaite orienter les échanges. La conférence propose de partir d'expériences concrètes, dont la lecture critique permettra de mettre en avant les facteurs de réussite comme les difficultés rencontrées.

Elle se propose de partager les réflexions engagées au sein des groupes-pays Mauritanie, Algérie et Maroc autour de la mobilisation d'entreprises françaises -PME et TPE-, dans un esprit de responsabilité sociale des entreprises (RSE), et de développement partagé. Comment mieux faire connaître ces pays, les opportunités et cadres d'investissements qu'ils offrent, afin de lever les freins à la mobilisation d'entreprises ? Quelle plus-value à la coopération décentralisée ?

Parmi les prises de parole : les présidents des groupes-pays Algérie, Georges Morin, conseiller délégué à la coopération méditerranéenne à la ville de Gières ; Maroc, Jean Roatta, adjoint au maire à la ville de Marseille et Mauritanie, Daniel Allieux, vice-président à la Communauté d'agglomération de Sénart ainsi que Jean-Louis Levet, Haut Responsable à la coopération industrielle et technologique franco-algérienne.

Modérateur :

Pascal Meyer, Directeur des Relations internationales, Région Centre Val-de-Loire

19h15 Cocktail à l'Espace Partenaires

Mardi 30 juin 2015

cités
unies
france

7

8h30 Assemblée générale de Cités Unies France (Réservée aux adhérents de Cités Unies France)

11h00 Séance plénière : L'action internationale nécessaire pour nos territoires

L'action internationale des collectivités territoriales est un concept enraciné dans l'histoire juridique, politique et républicaine de la France. Issue des lois de décentralisation, cette autonomie d'action des collectivités s'est accompagnée, notamment en Europe, de tout un tissu d'acteurs allant des associations de migrants aux ONG en passant, à présent de plus en plus, par des acteurs privés.

Initialement, la coopération revêtait deux tendances. D'une part, celle d'un outil de solidarité et, d'autre part, un outil d'échange concernant à la fois des politiques publiques et des savoir-faire spécifiques en matière de gouvernance des collectivités.

Aujourd'hui, sous l'effet de la mondialisation et des réformes territoriales, les collectivités territoriales voient leur rôle évoluer au gré de nouvelles attributions, compétences et de nouveaux services à apporter aux acteurs de leur territoire.

L'éventail de l'AICT s'étend désormais de la solidarité humanitaire à la recherche de profit économique. L'internationalisation des collectivités territoriales, largement répandue aux différents niveaux des collectivités et, de façon plus ou moins autonome, à ceux de l'Etat, est aujourd'hui en pleine mutation par rapport à son sens initial.

Cette conférence, sur la base des acquis présentés ci-dessus et au regard du contexte économique contraint, des réformes territoriales en cours et de l'évolution des valeurs de l'action internationale des autorités locales, devra faire état des évolutions de l'action internationale des collectivités territoriales et essayer d'en dégager les nouveaux sens.

Les interventions d'élus, agissant en coopération au fil de ces évolutions sémantiques et des priorités énoncées, témoigneront des motifs les incitant à maintenir leur engagement, en précisant les risques éventuels d'une position contraire.

12h30 Visite du forum par les autorités présentes à la séance inaugurale

13h00 Cocktail à l'Espace Partenaires

Evénement

14h15

- **L'action internationale pour mieux vivre ensemble**

La coopération décentralisée ou l'action internationale des collectivités est aujourd'hui en quête de légitimité sur l'ensemble du territoire européen. Son impact sur les territoires européens n'est pas assez visible. La crise économique oblige les collectivités à réduire certaines dépenses et remet en question certaines politiques publiques, telle que l'action internationale. La coopération décentralisée est pourtant, sans aucun doute, encore plus indispensable à nos territoires aujourd'hui qu'hier. A l'heure où l'Europe est traversée par des crises d'identité et où montent les extrémismes, il ne faut pas remettre en question les nombreux liens tissés entre les collectivités européennes et leur homologues du reste du monde. L'engagement international des collectivités européennes doit être conforté et renforcé.

Cet atelier souhaite débattre des différentes manières dont des collectivités européennes se saisissent de leur engagement international pour en faire un levier de développement et de cohésion dans leur territoire. Comment l'action internationale des collectivités territoriales (AICT) devient-elle un outil de sensibilisation et d'ouverture sur le monde pour les citoyens ? Quels sont les impacts sur le territoire ? Comment l'AICT renforce-t-elle la compréhension, la participation et l'adhésion de la population aux enjeux mondiaux et territoriaux ?

Présidente de séance :

Nawel Rafik-Elmrini, Adjointe au maire de Strasbourg, Membre du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux (CPLRE) du Conseil de l'Europe (à confirmer)

- **Villes durables intelligentes : enjeu majeur de l'action internationale des collectivités**

15h45 **Pause à l'Espace Partenaires**

16h00

- **COP21: solutions de la coopération décentralisée face au dérèglement climatique**



L'articulation entre projet de territoire, climat, énergie et coopération apporte des éléments de réponse pour innover notre vision de la coopération au développement. Elle se lit dans un monde de plus en plus décloisonné. Elle suscite de nombreuses questions. Comment prendre en compte la question climatique dans un projet local ? Comment apporter de la cohérence entre les différentes initiatives sur un territoire ? Ces partenariats peuvent-ils innover en termes de participation citoyenne ? Quels sont les bénéfices d'un volet de coopération décentralisée, à la fois pour les collectivités françaises et partenaires ?

Cette conférence 2015 est l'occasion de mettre en lumière les rapprochements opérés entre collectivités, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), l'ARENE Ile-de-France et Cités Unies France (CUF). Elle contribuera à la diffusion d'une « culture climat » dans la coopération décentralisée.

Par des exemples et témoignages de coopérations en cours, cette conférence mettra en avant des pratiques variées de la coopération décentralisée, qui souligneront certaines de ces questions, pour mieux susciter curiosité et envie mais également permettre le débat, à la veille du Sommet mondial « Climat et Territoires ».

Président de séance :

Jean-Bernard Damiens, Vice-président de la Région Limousin délégué au développement durable, à l'environnement et au cadre de vie, élu référent Climat et action internationale des collectivités à Cités Unies France

- **Coopérer entre territoires pour l'inclusion économique et sociale : les suites opérationnelles des études ADF et CUF / Eneis**



Evénement

Coopérer entre territoires pour l'inclusion économique et sociale :

Ces derniers mois, deux études successives, « L'action sociale internationale des collectivités françaises » (Cités Unies France – Eneis Conseil) et « Agir en coopération pour un développement local durable et inclusif » (Assemblée des départements de France) ont contribué à créer une expertise autour de la coopération entre territoires dans le domaine de l'inclusion économique et sociale.

Cet atelier vise à :

- Comprendre les principaux enseignements de ces études et les réflexions méthodologiques en cours ;
- Promouvoir et poursuivre la dynamique collective initiée autour de ces travaux ;
- Réfléchir à la contribution de l'action internationale - particulièrement sur cette thématique - au développement de nos territoires, en France.

Président de réunion :

André Viola, Président du conseil départemental de l'Aude, Président de la commission Relations internationales de l'Assemblée des Départements de France et Président du groupe thématique Politiques sociales de CUF

18h00 Cocktail de clôture du Forum

Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

Lundi 29 juin 2015



14h30 - 16h00

Réunion du groupe-pays Palestine

Le 2 décembre 2014, le Parlement français a adopté un texte reconnaissant l'Etat palestinien. Il est désormais nécessaire d'aboutir à un règlement définitif du conflit. Cela passe, avant tout, par l'établissement d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël comme prévu par les résolutions des Nations Unies.

Les collectivités locales françaises partagent cette analyse depuis longtemps. Leurs coopérations témoignent d'une forte volonté politique. Les collectivités françaises ont toujours été présentes pour accompagner la construction de l'Etat Palestinien, depuis les accords d'Oslo et dans les moments les plus difficiles.

Aujourd'hui dans une région fragmentée et en guerre -Syrie, Liban, Égypte, Irak-, quels sont les enjeux stratégiques de la question israélo-palestinienne ? Quels en sont les possibles scénarios ?

Quel rôle peut jouer la France dans la reconnaissance de l'Etat palestinien ? Dans quelle mesure les collectivités locales françaises ont-elles réussi à véritablement accompagner la construction de l'Etat Palestinien, et quelles sont les perspectives de leurs partenariats ?

Les quatrièmes assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne, organisées prochainement par le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) et Cités Unies France seront marquées par la question centrale de la reconnaissance de l'Etat palestinien. Elles seront également l'occasion d'aborder différentes thématiques telles que le développement économique durable, la coopération avec Jérusalem-Est, Gaza, le renforcement des institutions locales, etc. Nous poserons la question centrale de la non continuité des territoires palestiniens comme étant le principal obstacle à la création d'un Etat palestinien viable. La coopération décentralisée peut-elle contribuer sinon à résoudre le conflit du moins à désenclaver et à aider les Territoires Palestiniens ? Avec quels outils ?

Président de la réunion :

Claude Nicolet, Conseiller régional Nord Pas-de-Calais, Président du RCDP

Evénement

14h30 - 16h00

Réunion du groupe-pays Mexique : Les nouveaux champs de l'AICT : l'action internationale au service de la compétitivité des territoires

Cette séance présentera un débat d'idées, ouvert à tous les acteurs, pour broser un panorama des relations franco-mexicaines allant de l'émergence du Mexique comme pays actif au plan international, à la reconnaissance de l'expertise des collectivités et à leur intérêt à utiliser la coopération décentralisée comme une stratégie de développement local.

Dans un contexte très favorable, dynamisé par une volonté tant bilatérale que décentralisée, quatre intervenants français et mexicains donneront un aperçu des opportunités de travail au Mexique, des savoir-faire mobilisés et de l'offre de service à partager. Ils évoqueront également l'avenir à construire avec les homologues mexicains dans une relation réciproque.

En amont du « séminaire franco-mexicain de haut niveau » qui aura lieu de 16h à 18h le même jour, ce débat, traduit en espagnol, sera un lieu où partager avec des collectivités, engagées ou non au Mexique, sur les pratiques innovantes, les ambitions mais aussi les atouts et faiblesses des binômes franco-mexicains.

Président de réunion :

Michel Vernejoul, Vice-président de Bordeaux Métropole et Président du groupe-pays Mexique de Cités Unies France

Animatrice :

Anne Raimat, Directrice des relations internationales, Bordeaux Métropole

16h00 - 17h30

Présentation du programme européen de Bangui : La gestion des crises par les autorités locales

Dans le cadre de la réflexion autour d'une approche locale généraliste de la gestion des crises visant à promouvoir le rôle de leader des autorités locales dans l'urgence et la reconstruction, Cités Unies France a monté, en partenariat avec la ville de Bangui, un programme d'actions intitulé « soutenir la mairie de Bangui pour sortir de la crise ». Ce programme, financé en partie par l'Union européenne, et prévu pour une durée de 30 mois.

Plusieurs volets d'activités :

- renforcement des capacités de gouvernance municipale par la déconcentration et la réorganisation de deux services publics (la collecte des déchets et la gestion des marchés locaux), la clarification du rôle de chacun, et le renforcement des capacités techniques et matérielles des acteurs ;
- amélioration de la qualité des deux services identifiés dans trois arrondissements de la ville par le recrutement et la formation d'équipes municipales temporaires ;
- amélioration de la relation entre la population et les institutions publiques locales par la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation des habitants, la tenue de réunions publiques et de réunions de travail avec les différents publics concernés et la valorisation du rôle des chefs de quartiers, seul échelon local élu et proche de la population ;
- évaluation et étude technique et financière des résultats obtenus grâce au programme et des perspectives de poursuite du travail par la mairie de manière autonome.

Objectifs de la réunion :

- présenter l'approche locale généraliste de Cités Unies France : sa genèse, ses intérêts, ses difficultés, ses perspectives principales etc ;
- présenter et expliquer le programme Bangui ;
- échanger autour des initiatives à développer pour aller plus loin ;
- réfléchir au rôle des collectivités territoriales françaises dans ce type d'actions, notamment en terme de technicité.

Présidence de la réunion : Cités Unies France

17h30 - 19h00



Haïti : Clôture du Fonds de solidarité

Le 12 janvier 2010, peu avant 17 heures, un tremblement de terre de magnitude 7,3 à l'échelle de Richter a secoué Haïti pendant 35 secondes. Environ 1,5 millions de personnes, représentant 15% de la population nationale ont été directement affectées. Selon les autorités, plus de 300 000 personnes ont perdu la vie et autant ont été blessées.

Le lendemain de cette catastrophe, Cités Unies France (CUF), à l'initiative de son président Charles Josselin, aujourd'hui Président d'honneur, et de Christian Dupuy, Maire de Suresnes et Président du groupe-pays Haïti, a lancé un appel national à la solidarité auquel de très nombreuses collectivités territoriales ont répondu.

En quelques semaines, le « Fonds de Solidarité Haïti » créé par CUF a collecté la somme de 722 830 euros correspondant aux dons de près de 200 collectivités françaises. Consciente des limites budgétaires du Fonds de Solidarité Haïti au regard de l'ampleur des demandes haïtiennes, CUF a soumis à la Fondation de France une demande de subvention. La demande de CUF ayant été retenue, la Fondation de France a doté le Fonds de solidarité d'une subvention d'un montant de 980 000 euros sur deux axes d'intervention : la construction d'établissement scolaires et la mise en place d'une gouvernance territoriale.

Aujourd'hui, cinq ans plus tard, nous sommes arrivés au terme de ce projet. Cette séance vise à restituer, à l'ensemble des donateurs, les actions menées par CUF et ses partenaires. Elle fera état des deux axes d'intervention et présentera les perspectives pour assurer la pérennité des actions mises en place. En début de séance sera visionnée une vidéo (6 minutes) avec les actions réalisées, suivie d'une table ronde avec les principaux partenaires du projet.

Président de réunion :

Charles Josselin, Président du Fonds de solidarité Haïti

Modérateur :

Jean-Louis Testud, Maire-adjoint de Suresnes, Secrétaire général de CUF, représentant le président du groupe-pays Haïti, **Christian Dupuy**, Maire de Suresnes



17h30 - 19h00

Réunion du groupe-pays Arménie

Témoignant de la richesse de la coopération décentralisée franco-arménienne, les 2èmes Assises qui se sont tenues à Valence, fin 2013, ont permis d'engager une réflexion sur la thématique du développement territorial, visant à approfondir le rôle des collectivités locales dans l'animation et la promotion de leur territoire.

Les collectivités membres du groupe-pays ont souhaité poursuivre le travail de mutualisation initié sur le volet tourisme. Un séminaire est ainsi coordonné par la Région Rhône-Alpes à Gumri, les 11 et 12 juin 2015, en partenariat avec l'Agence de la démocratie locale.

Les principales conclusions et recommandations d'actions concrètes seront présentées au cours de cette réunion du groupe-pays. Celle-ci sera par ailleurs l'occasion de lancer la préparation des prochaines Assises, prévues en Arménie en 2016. Elle permettra enfin de partager des informations d'actualité relatives au contexte général en Arménie et les derniers avancements des partenariats de coopération décentralisée.

Président de réunion :

Patrick Devedjian, Député et Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine (à confirmer)

Evénement

17h30 - 19h00



Réunion du groupe-pays Chine

Cette séance ouvrira un débat entre les collectivités engagées en Chine pour faire le point sur des points névralgiques de la coopération décentralisée franco-chinoise.

Les dernières rencontres franco-chinoises se sont tenues en Alsace en 2014. Celles de Chengdu sont en préparation pour 2016. Le président du groupe-pays Chine ARF-CUF (Association des Régions de France – Cités Unies France), Bernard Soulage, souhaite que le groupe-pays accompagne pleinement cet événement.

Face à la multiplication des missions des collectivités territoriales françaises en Chine il est apparu nécessaire de faire le point. Globalement, les autorités chinoises et le poste diplomatique français souhaiteraient une clarification des démarches institutionnelles et économiques des collectivités. L'enjeu est de réorganiser la présence française, notamment sur le volet économique, dont tant le poste diplomatique que nos interlocuteurs chinois demandent à clarifier le caractère institutionnel et économique des démarches portées par les collectivités.

Plusieurs années de travail avec la partie chinoise, pour identifier des objectifs et les expériences accumulées devraient permettre de définir de nouvelles approches.

Président de réunion :

Bernard Soulage, Vice-président de la Région Rhône-Alpes et Président du groupe-pays Chine ARF-CUF

Mardi 30 juin 2015

14h15 - 15h45



Réunion du groupe-pays Russie

Cette deuxième réunion de groupe-pays Russie sera l'occasion de faire le point sur l'évolution de la coopération décentralisée franco-russe. Elle permettra l'établissement d'un état des lieux des partenariats des collectivités territoriales engagées dans la coopération avec la Russie. Cette réunion sera également l'occasion pour les collectivités locales de mutualiser leurs expériences et d'échanger concernant l'innovation, la culture, le patrimoine et le tourisme, le développement durable, la santé et la politique sociale. Les perspectives de la coopération décentralisée avec la Russie et un programme de travail du groupe pays pour les mois à venir seront aussi au programme de cette réunion.

Président de réunion :

Rudy Salles, Député des Alpes-Maritimes, Adjoint au maire de Nice délégué aux Relations Internationales et au Tourisme, représentant Christian Estrosi, Député-maire de Nice, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur et Président du groupe-pays Russie de CUF

14h15 - 15h45

Réunion du groupe-pays Etats-Unis

Le nouveau président du groupe-pays Etats-Unis, Joël Bruneau, maire de Caen, réunira les villes et collectivités en partenariat avec des villes ou Etats américains autour de nouvelles initiatives. Jane D. Hartley, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en France et à Monaco a été invitée.

Président de réunion :

Joël Bruneau, Maire de Caen et Président du groupe-pays Etats-Unis

16h00 - 17h30

Réunion du groupe-pays Maroc

Cette réunion sera l'occasion de tracer un premier bilan du dispositif du fond conjoint franco-marocain et d'échanger autour des événements à venir : le séminaire sur la

Evénement

régionalisation (octobre 2015) et les Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine (2016).

Président de réunion :

Jean Roatta, Adjoint au maire de Marseille et Président du groupe-pays Maroc

16h00 - 17h30

Réunion du groupe-pays Liban

L'engagement des collectivités territoriales françaises au Liban remonte aux années 1980. Il s'appuie sur les liens politiques, institutionnels et culturels tissés entre la France et le Liban depuis très longtemps.

La coopération décentralisée franco-libanaise couvre de nombreux domaines. Certains d'entre eux sont privilégiés par les collectivités libanaises et françaises tels que le renforcement institutionnel, la formation des élus et le développement économique afin d'appuyer les collectivités libanaises dans leur mission de gestion d'un service public local de qualité ainsi que dans le développement de leur territoire.

Dans le contexte très tendu lié à la guerre civile syrienne et à la situation politique interne libanaise, les collectivités françaises ont continué, malgré les difficultés, à mener à bien leurs projets avec le Liban. L'instabilité représente néanmoins un des freins à l'engagement de nouvelles collectivités françaises dans la coopération avec le Liban.

La participation d'une délégation d'élus libanais de plusieurs collectivités à cette réunion, conduite par le Bureau technique des villes libanaises, nous permettra de faire un bilan des activités menées en 2015 et en particulier des deux dernières initiatives portées par le Comité des Maires, Cités Unies Liban/BTVL et le programme concerté Liban de Cités Unies France: « Le rôle des municipalités libanaises dans l'action sociale » et « La police municipale au Liban : état de lieux, enjeux et solutions », et de définir les nouvelles orientations du groupe-pays Liban au vu du contexte régional. Enfin, un temps important sera laissé aux échanges entre les élus français et libanais portant sur le développement de nouvelles coopérations.

Présidente de réunion :

Samia Jaber, Présidente du groupe-pays Liban

16h00 - 17h30

Réunion du groupe-pays Japon : 1^{er} Comité de pilotage français des 5^e Rencontres franco-japonaises, les 5 et 6 octobre 2016, à Tours

S'appuyant sur le succès des rencontres précédentes, la Ville de Tours, jumelée avec Takamatsu, accueillera cette cinquième édition des Rencontres, les 5 et 6 octobre 2016. Ces rencontres ont pour but d'échanger et de mutualiser nos connaissances au sujet de la mondialisation et de son lien avec les collectivités locales. Les discussions seront organisées autour de trois ateliers : économie, culture et urbanisme.

La première réunion du comité de pilotage français permettra de présenter la ville-hôte de Tours, de faire le point sur la participation des collectivités territoriales françaises ainsi que sur le programme prévisionnel des 5^e Rencontres franco-japonaises. Ce sera également l'occasion de recueillir les suggestions des collectivités territoriales pour la préparation de ces rencontres concernant notamment les ateliers et les thématiques proposés.

Co-présidents de réunion :

Jean-Michel Berlemont, Adjoint au maire de Nancy et Président du groupe-pays Japon de Cités Unies France

Jérôme Tebaldi, Conseiller municipal de Tours, délégué auprès du maire aux Relations Internationales et Président du Comité de pilotage français des 5^e Rencontres

Evénement

6^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Cofondateurs - Organismes



Partenaires institutionnels du forum



Soutiens institutionnels du forum



Partenaires du forum



14

Informations pratiques

- Dates : lundi 29 et mardi 30 juin 2015
- Lieu : Palais des Congrès de Paris
- Accès : M° Ligne 1 direction la Défense, station Porte Maillot, RER C Neuilly-Porte Maillot, Bus 82, 73, PC1, PC3



Plus d'informations sur le programme, les exposants et inscriptions en ligne :

www.coopdec-icic.org

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint Germès-Akar, conseillère communautaire déléguée à la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Des élections municipales une nouvelle fois reportées

Alors que la cour constitutionnelle béninoise a annoncé, dans un communiqué publié le 10 janvier dernier, avoir fixé la date de la tenue des élections législatives au 26 avril 2015 et celle des municipales et communales au 31 mai 2015, ces dernières élections viennent d'être une nouvelle fois reportées ; il est désormais question de la deuxième moitié de juin.

Rappelons qu'en raison de la non disponibilité de la liste électorale permanente informatisée (Lépi), ces élections locales qui devaient avoir lieu depuis 2013 avaient déjà été reportées sine die.

Prochaine réunion du groupe-pays Bénin

Le groupe-pays Bénin tiendra sa prochaine réunion à l'automne. Suite aux dernières élections locales en France, beaucoup de changements sont à observer parmi les élus en charge de la coopération. La réunion fera donc un point sur les partenariats, abordera les manières de construire un partenariat, ici et là-bas, restera à l'écoute des éventuelles difficultés rencontrées et expliquera le rôle du travail en réseau au sein de Cités Unies France.

BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président de la région Limousin, adjoint au maire de Guéret

Transition burkinabè et coopération décentralisée

Le directeur général de Cités Unies France, Bertrand Gallet, et le président du groupe-pays, Jean-Bernard Damiens, se sont rendus au Burkina Faso en mars et mai dernier. Ces déplacements ont permis de rencontrer plusieurs autorités centrales et locales en charge de la mise en œuvre du processus de transition au sein des collectivités burkinabè. Des visites de terrain, des entretiens avec l'Ambassadeur de France et le Service de Coopération et d'Action Culturelle, ainsi qu'avec des structures sous régionales ont contribué à une meilleure appréhension du processus. La prise en compte de la décentralisation et les conditions de la poursuite des coopérations décentralisées ont été au cœur des échanges.

Ainsi, le gouvernement de transition burkinabè souhaite le maintien et le renforcement de la coopération décentralisée. La campagne pour les élections présidentielles et municipales du 11 octobre 2015 reste un point de vigilance, les délégations spéciales sont effectives et disent assurer la continuité des coopérations.

Echanges d'expériences avec la coopération italienne au Burkina Faso

Le 15 avril, plusieurs associations italiennes, avec le soutien et en présence du ministère italien des affaires étrangères, de l'Ambassade du Burkina Faso en Italie et de la diaspora burkinabè, ont invité Cités Unies France à explorer les atouts et les contraintes de la coopération italienne au Burkina Faso. Des pistes ont été identifiées en vue d'une meilleure connaissance entre acteurs italiens et les autres coopérations, les partenaires de collectivités et les associations au Burkina Faso.

Pour plus d'informations : www.focsiv.it ; www.lvia.it

MALI

Président groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, député-maire de la Flèche

Crise malienne : signature de l'Accord pour la paix d'Alger et la réconciliation du Mali le 15 mai 2015 à Bamako

Issu des pourparlers d'Alger, l'accord signé le 15 mai 2015 entre le gouvernement malien et les groupes armés qui soutiennent le gouvernement, n'a pas reçu l'unanimité des parties prenantes à la crise malienne. L'insécurité, les violations du cessez le feu continuent de sévir dans le Nord du pays. L'objectif de cet accord reste l'unité du territoire et du peuple malien à travers une défense et une sécurité effective du territoire, le développement socio-économique, une gouvernance de proximité, une décentralisation profonde réelle et une sincère réconciliation.

Les collectivités maliennes restent mobilisées pour une décentralisation plus poussée, étape incontournable d'une réconciliation durable.

(Source : <https://revuedepressecorens.wordpress.com/>)



NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, président de la Communauté de Communes Faucigny Glières, adjoint au maire de Bonneville

Elections à venir

Les élections communales, législatives et présidentielles se dérouleront fin 2015 - début 2016 au Niger, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Niger a été installée le 20 mai dernier.

(Source : <http://news.aniamey.com>)

Prochaines réunions de Cités Unies France

Les prochaines réunions du groupe-pays Niger et du comité de pilotage ANIYA auront lieu le 10 juin 2015.

TOGO

Président(e) de groupe-pays : en instance de renouvellement

La réélection contestée du président sortant

La commission électorale nationale indépendante (Céni) a annoncé le 28 avril que Faure Gnassingbé était réélu à la présidence avec 58,8% des voix contre 35,1 % des suffrages exprimés pour le leader de l'opposition.

Surveillée de près par divers observateurs internationaux, l'élection présidentielle togolaise avait été repoussée au 25 avril afin de donner un délai supplémentaire à la Céni pour corriger diverses anomalies liées au fichier électoral. 60,9 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes.

Jean-Pierre Fabre, le candidat arrivé second a contesté les résultats affirmant que la proclamation des résultats s'était faite en violation du code électoral et des directives de la Céni, avant de renoncer à contester le scrutin et à faire appel devant le conseil constitutionnel.

La proclamation officielle des résultats a eu lieu le 3 mai par la Cour constitutionnelle du pays. Le leader de l'opposition a appelé à une forte mobilisation et réclamé le retour du président du Comité d'accompagnement du processus électoral, le général Sangaré Siaka, représentant de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

(Source : Le Monde.fr, « Togo : une géographie électorale presque immuable », 11.05.15)

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, maire de Saint Christophe sur Condé

Appel aux collectivités territoriales en faveur de Madagascar

Madagascar fait face depuis le premier trimestre à la fois aux conséquences de deux tempêtes tropicales et à une période de soudure particulièrement difficile dans le sud du pays.

Le 20 mars 2015, le Programme alimentaire mondial (PAM), a déclaré tout le Sud de Madagascar en situation de crise alimentaire aiguë. Selon ses estimations, près de 200 000 personnes sont affectées.

Suite au passage de tempêtes tropicales Chedza et Fundi, en janvier et février dernier dans le sud et l'ouest de l'Île, Madagascar traverse une importante crise sanitaire, sécuritaire et alimentaire.

Alors que le bilan humain et matériel est lourd et que le gouvernement doit faire face à de nombreux regroupements de sinistrés dans des sites d'hébergement où les conditions d'hygiène font craindre la survenance d'épidémies et de famine, les autorités malgaches font appel à l'aide internationale.

Le ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) et l'Association des Régions de France (ARF) appellent à la mobilisation des collectivités territoriales, en faveur de la Plateforme d'Intervention Régionale de l'océan Indien de la Croix-Rouge.

Pour en savoir plus : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/actualites-et-agenda-de-la/actualites-de-la-cooperation/article/appel-aux-collectivites>

(Sources : Le Journal International, « Madagascar en situation de crise alimentaire », Appel à mobilisation, Centre de crise et de soutien MAEDI, le 13.03.15)

Vers l'organisation des élections municipales et communales

Les élections communales et municipales sont prévues le 31 juillet 2015. Il reste désormais deux mois pour la distribution des bulletins uniques, pour remettre la liste des électeurs auprès des fokontany et, surtout, pour trouver les moyens financiers. La liste définitive et officielle des candidats aux élections communales et municipales est publiée par la CENIT le 19 mai.

(Source : Houssenia Wrinting, RFI)

Appui à la formation professionnelle agricole : la coopération décentralisée s'organise

Les collectivités françaises fortement investies dans l'appui à la formation professionnelle agricole à Madagascar ont décidé de se choisir un chef de file et de se retrouver régulièrement, à Madagascar, pour échanger sur leurs pratiques et dialoguer collectivement avec les autorités compétentes. C'est le binôme Aquitaine - Itasy qui a ainsi été choisi pour le faire. Alors qu'une importante réforme de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) est en cours, les coopérations décentralisées souhaitent voir leur apport reconnu et accompagner au mieux leurs partenaires malgaches dans la régionalisation de cette SNFAR.

Cette réflexion est le fruit d'un travail conjoint entre l'Association des régions de France (ARF) et Cités Unies France (CUF).

MAURITANIE

Président du groupe-pays : Daniel Allioux, vice-président à la communauté d'agglomération de Sénart

La suite des Assises de la coopération décentralisée (Nouakchott, octobre 2014) : mobilisation des entreprises et travail avec la jeunesse



Les Assises de la coopération décentralisée franco-mauritanienne, tenues en octobre dernier à Nouakchott, ont donné lieu à deux « chantiers » majeurs. Le premier est dédié à la question « Comment mobiliser les entreprises à partir et dans nos coopérations ? ». Cette réflexion se

poursuit notamment au Forum annuel de Cités Unies France (Palais des Congrès, 29-30 juin 2015) par une conférence qui croisera les idées de trois groupes-pays - Algérie, Maroc et Mauritanie - engagés dans des démarches similaires. Le second chantier concerne la mobilisation des jeunes dans la coopération décentralisée et dans la vie de la cité ici et là-bas. A ce titre, le groupe-pays a été informé de l'appel à projet lancé en avril en direction de la société civile mauritanienne, un appel à projets qui vise à promouvoir les dynamiques collectives en faveur de la participation et de l'expression de la jeunesse mauritanienne. Cet appel a été clôturé fin mai. Pour encourager cette initiative, l'ambassade de France a réalisé un clip vidéo en direction de la jeunesse mauritanienne. Disponible en suivant le lien : https://www.facebook.com/407788016059556/videos/408922119279479/?hc_location=ufi

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille

Délégation sénégalaise au Forum

Une délégation sénégalaise, comprenant le Ministre de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, El Hadji Omar YOUM, et les présidents des associations d'élus se rendra au Forum les 29 et 30 juin.

Les membres du groupe-pays sont invités à participer à une réunion avec les membres de la délégation. L'Etat sénégalais vient de franchir une étape importante dans son soutien à la coopération décentralisée. Un appel à projets commun vient d'être lancé, dans le cadre d'un fonds alimenté par les deux Etats (site du MAEDI : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>). Les membres du groupe-pays Sénégal recevront une information détaillée de CUF.

ACTUALITÉS AFRIQUE

COOPERATION TRANSFRONTALIÈRE : G5 Sahel

Face aux défis sécuritaires et migratoires du Sahel, a été créé en 2014 le G5 Sahel.

Le sommet du G5 Sahel du 14 mai 2015 a été l'occasion pour le Mali, le Burkina Faso, le Tchad, le Niger et la Mauritanie de réfléchir à une stratégie commune à adopter concernant la sécurisation des frontières.

Coopération transfrontalière et coopération décentralisée

En mars dernier, à l'occasion de la dernière mission de Cités Unies France au Burkina Faso, une rencontre a été organisée avec l'Autorité du développement intégré de la région du Liptako Gourma (ALG). Cette rencontre se tenait dans le cadre de la mise en place d'un programme multi-pays de coopération transfrontalière. Les pays concernés par cette coopération sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Une occasion pour Cités Unies France de reprendre la réflexion initiée en 2011 avec la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT), sur les articulations possibles entre coopération décentralisée et coopération transfrontalière, en réponse au besoin de mutualisation des coopérations.

Ce sujet d'actualité est le thème principal de l'une des conférences organisée pour le 6ème Forum de l'action internationale des collectivités de CUF, le 29 juin 2015 : « Coopérations régionales et transfrontalières : mieux vivre ensemble en Afrique et dans l'océan Indien ».



Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Comores, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Camille Borella, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire, Niger, Afrique centrale et des Grands Lacs, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Amérique latine & Caraïbes



Forum Amérique latine et Caraïbes sur le développement économique territorial, les 18 et 19 mai 2015, à Quito (Équateur)

Organisé entre autres par le gouvernement d'Équateur et l'initiative ART du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), soutenu par la Banque de développement latino-américaine (CAF) et la Banque interaméricaine de développement (IDB), ce forum vise à renforcer le dialogue et l'échange entre les acteurs locaux, nationaux et internationaux autour du développement économique local en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Il s'articulera autour de quatre thèmes principaux : le rôle du développement territorial dans les processus de transformation de la matrice productive ; l'économie populaire et solidaire ; la gouvernance multi-niveaux du développement économique local ; l'association de l'université aux processus de développement local.

Au vu des thèmes abordés, cette rencontre revêt une grande importance stratégique, d'autant plus qu'elle intervient peu de temps avant le Forum mondial du développement économique territorial qui aura lieu à Turin, en Italie, au mois d'octobre prochain.

Pour davantage d'informations :

http://www.do.undp.org/content/dominican_republic/es/home/press-center/articulos/2015/03/24/foro-latinoamericano-y-del-caribe-sobre-desarrollo-econ-mico-territorial.html

BRÉSIL

Présidente du groupe-pays : Majdouline Sbaï, vice-présidente du conseil régional Nord-Pas de Calais, en charge de la citoyenneté, des relations internationales et de la coopération décentralisée

Cites Unies France - partenaire des 3^{èmes} Rencontres des municipalités sur le développement durable qui ont eu lieu du 7 au 9 avril 2015, à Brasília

Cette manifestation, organisée par l'association des maires des grandes villes brésiliennes, Frente Nacional dos Prefeitos (FNP), est l'évènement le plus important du pays sur cette thématique. Il a réuni plus de 9 000 participants dont plusieurs centaines de maires brésiliens. L'Ambassade de France au Brésil, l'Agence Française de Développement (AFD), Cites Unies France et le Fonds mondial pour le développement des villes ont été partenaires de cet évènement.

La délégation des élus français était composée de : Majdouline Sbaï, vice-présidente du Réseau des Territoires de l'Economie Solidaire (RTES), Dounia Besson, adjointe au maire de la ville de Lyon en charge du développement durable et de l'économie sociale et solidaire, Francis Morin, conseiller d'agglomération et représentant de Plaine-commune au conseil d'administration du RTES. Dans le cadre de ces rencontres la délégation a participé aux débats suivants :

a) « Conférence internationale sur les villes et le climat, défis et financement d'infrastructures durables » : L'objectif était d'identifier les sources de financements possibles pour les projets d'infrastructures durables. Lors des débats, le rôle des autorités locales a été mis en avant dans l'agenda du climat global, notamment à l'approche de la COP21. Ont participé à cette conférence Izabella Teixeira, Ministre de l'Environnement du Brésil, et Denis Pietton, Ambassadeur de France au Brésil.

b) Les 2^{èmes} Rencontres franco-brésiliennes des gestionnaires de politiques publiques de l'économie sociale et solidaire : Celles-ci ont permis l'échange d'expériences entre élus français et brésiliens dans ce domaine ainsi que sur des questions d'intérêt pour la gouvernance locale.

Coopération entre le Conseil régional de Martinique et l'Etat de Pará

C'est suite à la signature d'une convention cadre entre le Conseil régional de Martinique et l'Etat de Pará en 2002, sa réactivation en 2006 et la signature d'une nouvelle convention de coopération décentralisée en avril 2014, que la coopération a pris une nouvelle orientation entre les deux collectivités territoriales.

Ayant en commun d'importantes ressources naturelles, les échanges et la volonté de travailler conjointement sur ces thèmes d'intérêts communs se sont renforcés et dynamisés.

Ainsi, deux projets de coopération ont vu le jour. Le premier est l'implantation d'un pôle joaillier intégré et autonome en Martinique s'appuyant sur le modèle de l'Etat du Pará.

Le second consiste en l'élaboration d'un nouveau phytomédicament pour le traitement des infections à *helicobacter pylori* (HP), une bactérie présente dans l'estomac, responsable des ulcères et d'autres maladies dont les traitements actuels sont peu probants.

Outre ces deux projets actifs, de nombreuses pistes de coopérations futures sont déjà étudiées autour de thématiques variées, telles que le transport (liaisons aériennes, maritimes) les échanges commerciaux, la biodiversité (coopération technique et scientifique), l'agro-industrie, la formation professionnelle, la culture, le sport.

Amérique latine & Caraïbes

AMÉRIQUE CENTRALE ET CUBA

Président(e) du groupe-pays : en instance de renouvellement

Chantal Bourvic, ne s'étant pas représentée aux élections départementales de mars 2015, n'assurera plus la présidence du groupe-pays Amérique Centrale et Cuba. Lors de la réunion du 11 février dernier, Nicolas Wit a tenu à la remercier chaleureusement au nom de la direction de Cités Unies France pour son travail en tant que présidente du groupe-pays ainsi que pour son engagement au sein des instances de CUF et dans les groupes-pays Niger, Vietnam et Palestine.

CUBA

Visite de François Hollande à Cuba le 11 mai 2015

L'évènement historique que constitue la normalisation des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis le 17 décembre 2014, a eu pour effet l'amélioration des relations diplomatiques de l'île avec d'autres nations occidentales. C'est dans ce contexte que s'inscrit la visite de François Hollande, la première d'un président français sur l'île de la Caraïbe depuis 1959.

L'accent a été mis sur les opportunités qu'offre la nouvelle loi d'investissements de Cuba et sur l'intérêt des chefs d'entreprise français pour les investissements dans des domaines tels que l'énergie renouvelable, l'agriculture, l'alimentation et d'autres encore. Si le domaine économique était le principal ciblé, des accords dans d'autres domaines ont été trouvés.

Des universités et des institutions de Cuba et de France ont signé, le 11 mai à La Havane, quatre accords de coopération dans les domaines de la recherche scientifique, de l'enseignement supérieur et de la promotion de la culture.

ARGENTINE

Président du groupe-pays : Bernard Saules, conseiller départemental de Rodez

Réunion du groupe-pays Argentine, le 12 mars 2015

La réunion du groupe-pays Argentine qui s'est tenue le 12 mars 2015 dans les bureaux du ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) était la dernière de M. Blanquet, celui-ci ne s'étant pas représenté aux élections départementales de mars 2015. Nicolas Wit, Directeur général adjoint de CUF, a remercié le président du groupe-pays pour son engagement personnel au sein de Cités Unies France, son action sur le terrain et sa vision politique de l'action internationale des collectivités territoriales.

Carmen Squeff, Ambassadrice d'Argentine en France, a rappelé le chemin parcouru par la coopération franco-argentine depuis le 1^{er} Forum franco-argentin de la coopération décentralisée (Buenos Aires / La Plata) en 2008, et les 2^{èmes} Rencontres franco-argentine qui se sont tenues, à Biarritz et à Pau, en 2012.

Les domaines variés, déjà couverts par la coopération, tels que le développement économique, la valorisation du patrimoine, la santé publique, l'environnement ou le renforcement des liens historiques (immigration française) tendent à s'élargir davantage.

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes, vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine

Elections locales, législatives et présidentielles

En Haïti, où l'instabilité politique couplée à l'immense catastrophe humanitaire du tremblement de terre de 2010 contraignent une grande partie de la population à survivre tant bien que mal dans des conditions désastreuses, le ministère de la Communication a annoncé, le 15 mars dernier, que des élections se tiendraient avant la fin de l'année.

Selon ce communiqué, le premier tour des élections législatives aura lieu le 9 août 2015. Le 25 octobre 2015, se tiendra le second tour des législatives ainsi que les élections locales et le premier tour de la présidentielle. Un éventuel second tour de la présidentielle aura lieu le 27 décembre 2015.

Ces élections sont censées restaurer la stabilité via un vote démocratique. Néanmoins, elles font déjà l'objet de fortes contestations, relatives notamment aux candidatures des élections législatives et présidentielles. Les élections locales quant à elles, semblent se profiler de manière plus positive, plus de 1000 candidats se sont déjà préinscrits. Plus d'informations :

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18050#.VUtoyySPYUk>

<http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201503/16/01-4852427-haiti-annonce-des-elections-pour-la-seconde-moitie-de-2015.php>

Visite du Président de la République en Haïti, le 12 mai 2015

Dans le cadre de la visite officielle de François Hollande, le 12 mai 2015, à Port-au-Prince, des membres de sa délégation ont signé, avec des officiels haïtiens, 6 accords de coopération, notamment dans les domaines de l'aviation, l'éducation, l'énergie et l'agriculture.

Les principaux engagements qui ressortent de cette visite sont les suivants : la création d'une commission mixte bilatérale, la concentration de la coopération sur le système éducatif (avec un engagement d'une valeur de 50 millions d'euros sur plusieurs années) et l'accent sur le changement climatique et l'opportunité d'investissement à travers le (futur) fonds vert.

ACTUALITÉ MEXIQUE

18 mai 2015 : Second comité de pilotage franco mexicain pour le Séminaire de haut niveau du 29 juin 2015

Dans la perspective de la visite présidentielle de Monsieur Peña Nieto, la mise en valeur des années de coopération entre la France et le Mexique a été identifiée comme un préalable nécessaire. Ainsi, au Forum de l'action internationale des collectivités de Cités Unies France, plusieurs initiatives ont été pensées pour valoriser la richesse des relations franco-mexicaines.

Les travaux du séminaire de haut niveau, qui rassemblera douze élus français et mexicains, sont le fruit d'un travail collectif important. L'objectif est d'adopter une déclaration politique, symbole de la dynamique et de la progression de la coopération franco-mexicaine. L'enjeu réside dans l'implication des élus et la remise de cette déclaration aux présidents français et mexicain.

De plus, cette mise en avant du Mexique sera permise grâce à un débat public -traduit en espagnol en amont du séminaire-, à la présence de nombreuses délégations et à la signature possible de conventions entre réseaux de collectivités.

Les acteurs mexicains réfléchissent à la possibilité d'un stand Mexique. Inscrivez-vous nombreux à ces réunions dédiées au Mexique, le 29 juin 2015 !

ETATS-UNIS

Président du groupe-pays : Joël Bruneau, maire de Caen

Le 30 juin, le groupe-pays Etats-Unis se réunira sous la présidence de Joël Bruneau, maire de Caen. La réunion aura lieu dans le cadre du 6ème Forum de l'Action internationale des collectivités et sera l'occasion de présenter des initiatives des membres du groupe-pays et de ses partenaires. Jane D.Hartley, Ambassadeur auprès de la République française et de la Principauté de Monaco a été invitée.

MEXIQUE

Président du groupe-pays : Michel Vernejoul, conseiller délégué, Bordeaux métropole, maire de Martignas

Lancement du 5^{ème} appel à projets France-Mexique 2015, du 19 mai au 25 juillet 2015

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales du ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (DAECT/MAEDI) et l'Agence de coopération internationale pour le développement (AMEXCID) du ministère mexicain des Relations extérieures (SRE) lancent le 5^{ème} appel à projets franco-mexicain en soutien à la coopération décentralisée du 19 mai au 25 juillet 2015.

Les thèmes de coopération prioritaires pour cet appel à projets sont les suivants :

- la ville durable : l'aménagement du territoire, le développement urbain, les services publics locaux (déchets, eaux, transports, logements, etc.) et la gouvernance locale ;
- la promotion territoriale et le développement économique (coopération entre pôles de compétitivité, universités, etc.) ;
- la gestion environnementale et la promotion de la biodiversité (gestion des littoraux, forêts, parcs et réserves naturelles, etc.) ;
- le tourisme durable et la valorisation du patrimoine ;
- la jeunesse et la formation professionnelle.

Cet appel à projets poursuit la dynamique créée par les précédents appels et souhaite favoriser de nouvelles coopérations entre le Mexique et la France. Alors qu'Enrique Peña Nieto, Président de la République du Mexique, se rendra en visite d'Etat en France en juillet prochain, ce nouvel appel à projets souligne la volonté des deux pays de soutenir le développement de la coopération entre ses autorités locales.

Les gouvernements mexicains et français se sont accordés sur des priorités et des modalités d'organisation communes que vous pouvez retrouver dans le « règlement » de cet appel à projet. Pour présenter un projet ou pour avoir plus d'informations, consulter la rubrique Appel à projets franco-mexicain sur le site : <http://www.diplomatie.gouv.fr>

Contacts :

- Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, France - Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) : Martine Zejgman, déléguée adjointe et Arnaud Calestroupat, assistant

- Ambassade de France au Mexique - Institut Français d'Amérique Latine (IFAL) : Luc Blanco, attaché de coopération et Julie Clerc, chargée de mission.

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (Argentine, Brésil, Haïti, Amérique centrale et Cuba, Chili)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Mexique)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Etats-Unis)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières

Festival de la culture japonaise « Passion Japon 2015 », à Nantes du 23 au 25 mai 2015



A l'initiative de l'Association Jeunesse France Japon (AJFJ), se déroulera du 23 au 25 mai 2015, le Festival de la culture japonaise « Passion Japon 2015 ». Le temps d'un week-end prolongé, la Maison de l'Erdre sur l'Ile de Versailles à Nantes accueillera l'événement qui se déroulera autour de la thématique des Matsuri, fêtes traditionnelles et populaires de l'été japonais.

Le Festival « Passion Japon 2015 »

est un nouveau lieu de rencontre avec la culture japonaise par le biais d'expositions, de concerts et d'activités variées : jeux traditionnels, ateliers créatifs, arts martiaux, cosplay, espace dessin et arts traditionnels. L'événement comptera notamment sur la participation de l'artiste Shamisen originaire de Niigata, Keisho Ohno. Cette immersion au sein de la culture japonaise proposée par l'AJFJ est une opportunité de découvrir ou de redécouvrir les richesses culturelles du pays du Soleil Levant qu'elles soient traditionnelles ou modernes.

Pour plus d'informations : <https://www.nantes.fr/home/actualites/dans-votre-quartier/hauts-paves-st-felix/2015/passion-japon.html>

L'Aide Publique au Développement (APD) : un tournant après 60 ans de coopération internationale



Après avoir fêté ses 60 ans l'année dernière, une nouvelle ligne politique pour l'Aide Publique au Développement (APD) japonaise a été décidée, par le Conseil des Ministres, le 10 février dernier. Ce tournant fait suite à la diminution de moitié en 2015 du budget d'aide au développement par rapport à l'année 1997 où il avait atteint son niveau le plus haut.

Débutée en 1954 et jouant un rôle d'intermédiaire essentiel entre les différents acteurs de la coopération internationale, l'APD japonaise a donné lieu à des réalisations importantes notamment au développement et à la sécurité du continent asiatique. Elle constitue également un « investissement pour l'avenir » dans la mesure où elle joue, depuis plusieurs années, un rôle important dans la mobilisation de l'investissement privé.

« La Nouvelle Charte pour la Coopération au Développement » tient compte de trois nouveaux éléments pour améliorer quantitativement et qualitativement l'APD du Japon. Il s'agit d'élargir le champ des missions, de viser « une croissance de qualité » ainsi que de reconnaître le rôle accru des ressources hors APD, comme les investissements privés, dans le développement.

(Source : <http://www.fr.emb-japan.go.jp/>)

Le washi, savoir-faire du papier artisanal traditionnel japonais inscrit, en novembre 2014, sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité

Cette inscription succède à celle du washoku (traditions culinaires du Japon), intervenue l'an dernier, totalisant ainsi 22 inscriptions sur la Liste représentative du patrimoine culturel, parmi lesquels les arts scéniques du kabuki et du gagaku.

Le savoir-faire traditionnel de la fabrication du papier artisanal, ou washi, est pratiqué dans trois communautés du Japon : le quartier de Misumi-cho dans la ville de Hamada, située dans la préfecture de Shimane, la ville de Mino dans la préfecture de Gifu, et la ville d'Ogawa/le village de Higashi-chichibu dans la préfecture de Saitama. Ce papier est fabriqué à partir des fibres du mûrier à papier, qui sont trempées dans de l'eau claire de rivière, épaissies, puis filtrées à l'aide d'un tamis en bambou. Le papier washi est utilisé non seulement pour la correspondance et la fabrication de livres, mais aussi pour réaliser des aménagements intérieurs tels que des panneaux shoji en papier, des cloisons de séparation et des portes coulissantes. La plupart des habitants des trois communautés jouent différents rôles dans le maintien de la viabilité de ce savoir-faire, allant de la culture du mûrier à l'enseignement des techniques, en passant par la création de nouveaux produits et la promotion du washi à l'échelle nationale et internationale.

Tous les habitants de ces communautés sont fiers de leur tradition de fabrication du papier washi et la considèrent comme le symbole de leur identité culturelle. Le washi favorise également la cohésion sociale, du fait que les communautés se composent de personnes ayant une implication directe ou un lien étroit avec cette pratique.

Pour plus d'informations : <http://www.unesco.org/culture/ich/fr/RL/01001>
http://www.clairparis.org/images/pdf/publications_fr/88.pdf



Les Abenomics : Bilan à l'heure de la proposition de budget 2015

Les « Abenomics », ambitieux programme de relance du Premier ministre Shinzo Abe, ont été lancés il y a plus de deux ans -début 2013- pour tirer l'Archipel de la situation de déflation que connaît l'économie japonaise depuis le début des années 1990.

Dans ce contexte, après deux ans depuis le lancement de ce programme visant à rompre la spirale déflationniste et à réaliser une croissance économique durable, les parlementaires japonais à la Diète discutent la proposition de budget pour l'année fiscale 2015 qui comporte des objectifs de poursuite de la relance économique et d'assainissement budgétaire.

Les deux premières flèches du programme « une politique monétaire audacieuse » et « une politique des finances publiques flexible » ayant été déployées, le gouvernement se focalise à présent sur la troisième flèche « la stratégie de croissance ».

Cette troisième flèche vise à inciter les investissements et la consommation par les entreprises privées et les particuliers. En plus de prendre des mesures pour donner une plus grande vigueur à l'économie de ses régions et pour rétablir ses finances publiques, c'est sur cette partie du programme que le gouvernement Abe entend mettre l'accent pour quitter assurément la déflation et assurer la relance de l'économie japonaise.

(Source : <http://www.fr.emb-japan.go.jp/>)

Signature de l'accord de coopération entre la Préfecture de Kyoto et la Région Languedoc-Roussillon

Le 10 juin 2015 aura lieu la signature de l'accord de coopération entre le Gouverneur de la Préfecture de Kyoto, M. Keiji YAMADA, et le Président de la Région Languedoc-Roussillon, Damien ALARY.



COP 21 : le Japon devrait proposer une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici à 2030



Le gouvernement japonais envisage de proposer un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% entre 2013 et 2030, en vue d'un accord international fin 2015 à Paris visant entre autres à limiter la hausse de la température mondiale à 2°C par rapport à l'ère-préindustrielle.

Cet objectif sera formulé en juin prochain, en Allemagne, lors d'un rendez vous de négociations intermédiaires sur le climat avant la « COP21 » dans la capitale française en décembre. L'objectif de réduction apparaît réalisable aux yeux des autorités à deux conditions : augmenter la part des énergies renouvelables et relancer des réacteurs nucléaires.

Pour l'instant, en raison des modifications significatives du bouquet énergétique japonais entraînées par l'accident nucléaire de Fukushima en 2011, le Japon fait tourner à plein régime ses centrales thermiques qui fournissent quelque 90% de son électricité, une proportion qui, selon le gouvernement, est la cause de la difficulté de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

(Source : AFP ; RFI)

CHINE

Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône Alpes, délégué aux relations internationales et européennes

Réunion du groupe Sichuan, le 27 avril 2015, à Lyon (groupe-pays Chine ARF-CUF)

A la demande des collectivités actives au Sichuan et en écho aux propos recueillis auprès des institutions françaises basées en Chine, Bernard Soulage, vice-président de la région Rhône-Alpes, a convoqué une réunion Sichuan, sous-groupe du groupe-pays Chine ARF-CUF (Association des Régions de France – Cités Unies France).

Un tour de table a permis d'établir un panorama précis des travaux de chacune des collectivités afin d'avoir une connaissance collective de leurs activités respectives. En présence de la majorité des collectivités ayant des projets dans la province du Sichuan, Bertrand Fort, Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT), a pu partager des données et des témoignages récents émanant de sa visite à Chengdu (capitale de la province du Sichuan).

Dans la perspective des différents événements qui se tiendront dans cette région, les collectivités ont donné une mission de réflexion aux partenaires et réseaux, CUF, l'ARF et la DAECT, autour de la possibilité d'une représentation sur place.

Un compte rendu est d'ores et déjà sur le site de CUF dans la rubrique Chine. De plus, un répertoire sera bientôt dédié au Sichuan.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

ARMENIE

Président du groupe-pays : Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine, député des Hauts-de-Seine

Séminaire sur le tourisme du 8 au 12 juin 2015, à Gumri

La Région Rhône-Alpes, en partenariat avec l'Agence de la Démocratie Locale en Arménie et Cités Unies France, organise un séminaire sur le tourisme du 8 au 12 juin 2015 à Gumri, en Arménie.

L'objectif de ce séminaire est de définir des perspectives de mutualisation entre projets et d'établir une connaissance mutuelle avec les acteurs arméniens du tourisme. Ainsi, il s'agit d'élaborer un projet global pouvant être soumis à des financements européens ou autres.

Trois axes de travail prioritaires ont été retenus et feront l'objet d'ateliers :
- valorisation du patrimoine naturel - information, promotion touristique - accueil chez l'habitant.

RUSSIE

Président du groupe-pays : Christian Estrosi, député-maire de Nice, président de la Métropole Nice Côte d'Azur

Innovative City 2015, les 24 et 25 juin 2015, à Nice

Les 24 et 25 juin se déroulera, au Palais des Congrès Acropolis de Nice, l'édition 2015 du Forum Innovative City. Ayant accueilli plus de 3000 participants en juin 2014, cet événement à dimension internationale est désormais considéré comme un événement majeur en Europe dans le domaine des villes innovantes, connectées et durables. A travers des conférences en mode "mix and match" cet événement est l'occasion de brasser les métiers, les idées et les initiatives ; de créer et de développer des écosystèmes d'affaires pour la réalisation de projets. Les expositions d'Innovative City sont le lieu de partage d'idées innovantes, de témoignages et de retours d'expérience entre industriels et collectivités exemplaires de la ville intelligente et durable, en France comme à l'international.

Inscription préalable avant le 17 juin. Pour s'inscrire, accéder au catalogue des participants et solliciter des rendez-vous : <http://innovative-city2015.converve.com>

5^{ème} Rencontre scientifique franco-russe « L'avenir de l'Europe et la Russie dans le monde après la crise » à Nice, le 6 mai 2015

Pour sa cinquième édition, la rencontre annuelle scientifique franco-russe a eu lieu autour du thème : « L'avenir de l'Europe et la Russie dans le monde après la crise », à l'Université de Nice Sophia Antipolis. Au cours de cette rencontre, économistes, juristes, politologues, chercheurs, enseignants et doctorants de différentes universités de France et de la Russie ont échangé sur les problèmes les plus aigus et actuels comme, par exemple, celui des sanctions économiques. Ils ont également cherché des moyens de coopération constructive entre la France et la Russie, et d'élargissement de celle-ci dans le domaine humanitaire : croissance des échanges d'étudiants et d'enseignants, réalisation de programmes de double diplomation et de projets de recherche communs.

Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie, Serbie, Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

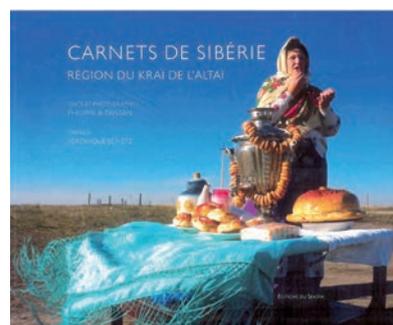
Centre religieux et culturel orthodoxe russe à Paris : la première pierre posée le 14 avril 2015



La pose symbolique de la première pierre du centre culturel et spirituel russe de s'est déroulée le 14 avril 2015. La cérémonie solennelle a eu lieu dans le 7^e arrondissement, sur les berges de Seine et à quelques pas de la Tour Eiffel, en présence de l'ambassadeur russe en France, S.E.M. Alexandre Orlov. « C'est une journée historique. Par son importance, cet événement est comparable à la construction du pont Alexandre III qui symbolise depuis plus d'un siècle l'amitié russo-française », a déclaré le diplomate.

La construction de l'établissement, dont a été confiée à l'architecte français Jean-Michel Wilmotte. Pour plus d'info : <http://www.cites-unies-france.org/Centre-religieux-et-culturel>

Parution de l'ouvrage intitulé : « Carnets de Sibérie - Région du Kraï de l'Altai »



Le Conseil régional de Franche-Comté a le plaisir d'annoncer la parution de l'ouvrage intitulé : « Carnets de Sibérie - Région du Kraï de l'Altai ». Malgré les 6200km qui les séparent, les deux régions sont liées, depuis 2005, par une convention de partenariat pour cultiver leurs compétences mutuelles dans l'innovation et la réalisation de projets ambitieux. Plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/Le-Conseil-regional-de-Franche>



Le « Forum méditerranéen de la jeunesse », du 1^{er} au 3 mai 2015, à Tunis

Après le succès des quatre premières éditions riches en échanges, débats et projets, « le Forum méditerranéen de la Jeunesse 2015 » s'est tenu du 1^{er} au 3 mai, à Tunis. Ce forum, qui rassemble chaque année plusieurs centaines de jeunes acteurs des sociétés civiles méditerranéennes, a accueilli cette année plus de 400 jeunes venus du Maghreb, du Proche-Orient et d'Europe qui ont participé à cette 5^e édition autour de la thématique du développement durable. Un événement organisé à l'Institut français autour de débats et d'ateliers sur l'environnement, la citoyenneté, les droits de l'homme ou encore l'économie.

Le « Forum Jeunesse 2015 » se veut un espace de réseautage, d'échange d'expériences et permettant la visibilité d'initiatives innovantes de la société civile. Ce forum a permis aux jeunes d'échanger et de partager dans l'objectif de bâtir ensemble de futurs projets. Ainsi, dans l'atelier « Education à la citoyenneté », un groupe a réfléchi à une action pour lutter contre le terrorisme.

Douze projets seront sélectionnés, puis accompagnés dans leur élaboration et leur recherche de financement, d'ici l'automne prochain.

(Sources : RFI ; <http://www.babnet.net/cadredetail-104479.asp>)



Présidente du groupe thématique : Mériem Derkaoui, adjointe au maire en charge de la jeunesse, Ville d'Aubervilliers

Forum sur la mobilité européenne et internationale, le 21 mai 2015, à Aubervilliers

Un forum sur la mobilité européenne et internationale s'est tenu le 21 mai 2015, à l'Espace Fraternité d'Aubervilliers. Le Forum est organisé par le Point Information Jeunesse, en partenariat avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale – Seine-Saint Denis (DDCS 93) et l'Association Développement Information Jeunesse (ADIJ 93). Ce forum a été l'occasion d'approfondir ses connaissances sur les programmes de mobilité européenne et internationale, de partager ses expériences et de réfléchir ensemble aux pratiques de la mobilité.

Cette action, qui s'inscrit à une échelle départementale (Seine-Saint-Denis 93), avait pour objectif de rendre accessibles les programmes de mobilité aux jeunes ayant le moins d'opportunités mais aussi de permettre aux professionnels d'inscrire ces programmes dans les parcours éducatifs. L'objectif, à terme, serait de construire un collectif local (Aubervilliers), voire même départemental, sur la mobilité (structuration et animation territoriale/réseaux d'information et d'accompagnement).

Ce forum a représenté une belle opportunité pour réfléchir ensemble sur les partenariats locaux et entre services de la ville (inter-villes) pour une action plus efficace.

Les thématiques suivantes ont été abordées : chantier d'insertion, service volontaire européen, solidarité internationale et mobilité étudiante.



FRANCE
S'ENGAGE
AU SUD



« La France s'engage au Sud », une initiative en faveur des projets innovants

Le concours « La France s'engage au Sud », au cœur de la démarche « La France s'engage » initiée en juin 2014 par le président de la République François Hollande, vise à accompagner les projets innovants venant d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'Asie, et engagés au service d'un développement plus solidaire et durable.

L'objectif est de fournir plus de visibilité aux projets sélectionnés et de faciliter les partenariats afin qu'ils se développent et bénéficient à un nombre croissant de citoyens, en changeant d'échelle.

Les projets seront évalués selon cinq critères • l'utilité sociale ;

- le caractère innovant ;
- les possibilités de développement et de duplication ;
- les résultats et la pérennité ;
- les partenariats déjà engagés.

L'appel à candidatures a démarré le 24 avril 2015. Chaque année, 500 000 euros serviront à soutenir ces porteurs de projets engagés au Sud en faveur de l'intérêt général. Les projets seront sélectionnés à partir de juillet par un comité de sélection, puis par un jury, composé de personnalités du monde associatif, humanitaire, économique, culturel et médiatique. Une fois par an, une vague de lauréats sera annoncée, dont la première interviendra en septembre 2015. Aussi, les lauréats peuvent bénéficier d'une valorisation, d'un accompagnement et d'un soutien financier. Les candidatures s'effectuent en ligne, sur le site internet : lafrancesengage.fr.

(Sources : <http://www.diplomatic.gouv.fr/> - http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/dossier_de_presse_la_france_s_engage_au_sud.pdf;<http://www.jeunesse.francophonie.org/appels-et-concours/appel-projets/la-france-sengage-au-sud>)

L'action extérieure de la France en faveur de la jeunesse

La France encourage les collectivités territoriales françaises à accroître leurs actions en faveur de la jeunesse. Les collectivités territoriales disposent d'une expertise et d'une expérience de projets concrets. Leurs compétences dans les secteurs de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'emploi, du sport et de la culture seront pleinement mobilisées pour l'accompagnement d'une politique publique de soutien à la jeunesse.

« Pour prendre toute leur place dans la construction des sociétés et le développement de leur pays, les jeunes doivent disposer d'outils favorisant leur insertion sociale et l'exercice de leur citoyenneté. Il s'agit de leur donner les moyens de devenir des acteurs engagés, notamment au regard des enjeux climatiques. Dans cette perspective, le volontariat et la mobilité constituent des étapes importantes d'un parcours citoyen, » a déclaré Annick Girardin, Secrétaire d'Etat chargée du Développement et de la Francophonie, au sujet de l'action extérieure de la France pour la jeunesse.

Dans ce contexte, la France s'engage à :

- mobiliser l'ensemble de ses partenaires au niveau national et international ;
- renforcer le dialogue politique sur le défi démographique et l'action en faveur des droits des femmes ;
- soutenir le développement des compétences et des talents des jeunes à travers d'une éducation de base et de une insertion professionnelle ;
- contribuer à une meilleure santé des jeunes ;
- renforcer son action en faveur de l'emploi des jeunes ;
- promouvoir le volontariat et la mobilité pour favoriser l'autonomie des jeunes et leur insertion dans la société.

« Faire des jeunes un moteur de développement est un impératif. Des programmes doivent être mis en place pour développer et renforcer leurs opportunités, et leur permettre de devenir les acteurs du changement », conclut Madame Girardin sur l'action extérieure de la France.

Projet de rencontre algéro-française sur « L'action locale pour et avec les jeunes », à Béjaïa, du 9 au 13 septembre 2015

L'Etoile culturelle d'Akbou et Cités Unies France préparent l'organisation d'une rencontre algéro-française, à Béjaïa, sur « L'action locale pour et avec les jeunes ». Cette rencontre est soutenue par le Programme concerté pluri-acteurs - Joussour (PCPA-Joussour) qui a lancé un appel à projets dans le cadre du Fonds d'Appui aux Initiatives de Jeunes (FAIJ).

Des informations complémentaires seront prochainement mises en ligne sur le site de CUF.



Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Initiatives citoyennes pour le développement durable : Rencontre-débat autour du thème « Jeunesse, environnement, changement climatique : quels enjeux et perspectives ? » le 16 mai 2015, à la Cité des Métiers, à Paris

Le 16 mai dernier, à la Cité des Métiers de Paris, située dans le 19^{ème} arrondissement, s'est tenue une rencontre-débat autour du thème « Jeunesse, environnement, changement climatique : quels enjeux et perspectives ? » dans le cadre des Initiatives citoyennes pour le développement durable.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une année déterminante pour la réussite de la lutte contre le changement climatique. En effet en décembre 2015 se tiendra à Paris la 21^{ème} conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur le changement climatique. 2015 sera par ailleurs l'année de la tenue des négociations internationales sur les Objectifs du Développement Durable (ODD) qui feront suite aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Les organisations de migrants et les jeunes constituent des acteurs importants et vecteurs potentiels de sensibilisation et d'information sur les enjeux et pratiques du développement durable, sur les métiers d'avenir, ainsi qu'en matière d'innovation dans les projets territoriaux. Débattre sur les résultats de ces différentes initiatives, s'approprier ces enjeux, explorer les pistes alternatives pour des territoires durables, tel est l'objet du présent débat qui se tiendra avec des experts, des collectivités territoriales, des associations de jeunes et les principales fédérations des migrants. Plusieurs ateliers thématiques sont prévus :

- les contextes nationaux et internationaux des négociations et actions en cours sur le changement climatique et le développement durable ;
- les territoires durable : actions territoriales, métiers d'avenir et développement durable ;
- le retour d'expériences et actions associatives.

(Source : <http://www.grdr.org/Rencontre-debat-Jeunesse,1099.html>)

ACTUALITÉS CLIMAT - COP 21

MEDCOP 21 – Le Forum de la société civile méditerranéenne pour le climat, les 4 et 5 juin 2015

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur accueille, les 4 et 5 juin prochains, le Forum de la société civile méditerranéenne pour le climat. Placé sous le haut patronage du Président de la République, il vise à souligner l'engagement commun des territoires méditerranéens dans la lutte contre le changement climatique. Chercheurs, élus, responsables de mouvements de la société civile et entreprises mettront en avant des solutions concrètes pour suivre une trajectoire qui permette de ne pas dépasser l'augmentation de la température moyenne de plus de 2°C. Il s'agit de construire un véritable agenda « positif » méditerranéen.

Cette manifestation, dont Cités Unies France est partenaire, fera aussi le lien avec la réunion « Climat des élus locaux et régionaux méditerranéens », organisée le 11 décembre 2014 par la Commission méditerranée de CGLU.

Sommet des villes et régions africaines pour le climat, à Yamoussoukro, les 24-25 juin 2015

L'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), l'Association des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI) et le Fonds Mondial pour le Développement des Villes (FMDV) organisent les 24 et 25 juin prochains, à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), un sommet des villes et régions africaines pour le climat. Etape africaine de la préparation de la Conférence Climat de Paris (COP21), ce sommet vise à susciter des engagements communs de la part des Etats de l'UEMOA et des collectivités africaines pour la COP21 en décembre prochain.

Un certain nombre de thématiques seront mises à l'honneur lors de ce sommet : la gestion durable des déchets ménagers et agricoles, la lutte contre les feux de brousse, le reboisement, l'agroforesterie, la promotion des méthodes d'agriculture durable, ou encore, la lutte contre la désertification.

(Sources : FMDV (Fonds mondial pour le développement des villes), ARDCI (Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire)

CLIMAT – COP 21

Groupe « 1% Déchet », Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales, le 15 avril 2015

Sous l'égide de la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT), un groupe autour de la mise en place et de l'utilisation de l'outil financier du mécanisme « 1% Déchet », présidé par Roland Ries, maire de Strasbourg et président de CUF, a été mis en place. Cette réunion a permis de faire le point sur la production d'un vadémécum, de définir l'agenda du groupe et les actions de valorisation du sujet.

Cités Unies France s'est engagée à proposer des textes introductifs généraux sur la coopération pour le vadémécum, assurer la promotion du dispositif et faire le lien vers des sujets connexes comme l'expertise des collectivités, la réforme territoriale et les impacts sur l'engagement.

D'une manière générale, l'idée est de rendre cet outil opérationnel et d'y sensibiliser les collectivités. Le contexte de la COP 21, qui se tiendra à Paris en décembre 2015, est une opportunité pour communiquer sur le sujet. Si certaines collectivités disposent d'événements ou de relais de communication potentiels, merci de les communiquer à CUF (a.frey@cites-unies-france.org) ; ils seront intégrés à l'agenda recensant ces événements. En représentation de cette démarche, CUF et l'AMF (Association des Maires de France) ont proposé l'intervention du président du groupe « 1% Déchet » dans le cadre de la conférence dédiée aux financements innovants, qui aura lieu le 29 juin 2015, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités territoriales organisé par CUF.

Une exposition climat pour valoriser l'engagement de la coopération décentralisée

L'ARENE Ile-de-France, la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) et Cités Unies France (CUF) s'associent pour créer une exposition climat. Composée de 6 kakémonos, l'exposition mettra en valeur l'engagement de la coopération décentralisée en matière de lutte contre les dérèglements climatiques. Un jeu sera disponible à CUF et pourra être mis à disposition gratuitement aux collectivités membres de CUF.

Signature du partenariat ARENE-Ile-de-France – Cités Unies France, le 13 avril 2015



La conférence annuelle de l'ARENE Ile-de-France, intitulée : « Affirmer le rôle des territoires face aux enjeux climatiques et énergétiques », a été l'occasion pour l'ARENE Ile-de-France et Cités Unies France (CUF) de signer leur première convention de partenariat.

Cette convention a pour objectif d'offrir un accompagnement conjoint aux collectivités territoriales françaises, via l'organisation d'ateliers de travail, à la prise en compte et l'adoption d'une « culture climat » dans leurs projets de coopération décentralisée. A ce titre, deux ateliers ont déjà eu lieu. La signature de ce partenariat a également pour objectif de mener des actions communes tout au long de l'année, à l'occasion des temps forts de « l'agenda climat ».

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Climat et environnement)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Thématiques

AGRICULTURE, DEVELOPPEMENT RURAL ET SECURITE ALIMENTAIRE

JOURNAL RESOLIS 404 (MARS 2015)
SYSTEMES ALIMENTAIRES TERRITORIALISES EN FRANCE
UN NUMERO CONCRET POUR UNE ALIMENTATION RESPONSABLE ET DURABLE



Publication : « Systèmes alimentaires territorialisés en France : 100 initiatives pour une alimentation responsable et durable », mars 2015

Ce numéro du journal RESOLIS donne un aperçu du contexte, du cadre conceptuel et d'initiatives locales recensées. Partenaires : Sciences Po, UNESCO, Montpellier Sup'Agro, Association des Régions de France.

Forum Mondial sur l'Accès à la Terre et aux ressources naturelles

Questionner les conditions de l'accès et de l'usage des terres et ressources naturelles pour les milliards de personnes dont les conditions de vie en dépendent directement (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, communautés forestières...), pour les améliorer véritablement, est l'objet du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre et aux ressources naturelles (FMAT 2016).

Après leur mobilisation lors de l'Année internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF) et dans le contexte de cette année mondiale de mobilisation sur le climat, les collectivités engagées en coopération décentralisée sont invitées se joindre à signer l'appel et à se joindre à ce débat pour y partager leurs expériences et discuter des pistes d'actions.

Pour plus d'informations : <http://landaccessforum.org/fr/>

EAU ET ASSAINISSEMENT

OCEAN INDIEN : Séminaire de bilan du réseau des acteurs de l'eau et de l'assainissement de l'océan Indien, les 9 et 10 juin 2015 à Mayotte

Moins d'un an après son lancement, un séminaire de bilan est organisé par le réseau des acteurs de l'eau et de l'assainissement de l'océan Indien, les 9 et 10 juin 2015 à Mayotte. Animé par le programme Solidarité Eau, en partenariat avec le CITE (Centre d'information technique et économique, Madagascar), il est un réseau technique d'échange de pratiques et de capitalisation qui couvre les Comores, Madagascar, Mayotte et la Réunion. Le séminaire propose à la fois une réflexion prospective, des ateliers techniques et des visites de sites.

Pour toute information supplémentaire : duband@pseau.org

BÉNIN et TOGO : une journée pS-Eau - CUF sur l'eau potable et la gestion intégrée de la ressource en eau (GIRE) au Bénin et au Togo

Le programme Solidarité Eau et Cités Unies France invitent les collectivités engagées au Bénin et au Togo, à participer à une journée le 7 juillet 2015, sur l'eau potable et la GIRE, en présence de partenaires béninois et togolais. Les membres des groupes-pays Bénin et Togo recevront le programme et les modalités d'inscription.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)
Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukoui, chargée de mission (Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire)
Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

ACTUALITÉ TURQUIE

Présidente du groupe-pays : Nawel Rafik Elmri, adjointe au maire de Strasbourg, en charge des Affaires européennes et internationales

Depuis la mission conjointe des collectivités françaises engagées en coopération décentralisée organisée en septembre dernier, une première pour le groupe-pays, le symposium CODATU (Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains) a permis une nouvelle fois à des élus turcs et français de se rencontrer. Le président de Cités Unies France, Roland Ries, maire de Strasbourg, a ainsi co-animé avec la maire de Diyarbakir une réunion sur la coopération décentralisée en matière de mobilité et de mobilité durable. Le groupe-pays devrait se retrouver en octobre, à l'occasion de la session d'automne du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe.

ACTUALITÉS EAU ET ASSAINISSEMENT

BURKINA FASO : Une journée PSEAU - CUF avec les partenaires de l'eau et l'assainissement

Le 16 juin se tiendra, dans les locaux de Cités Unies France, une rencontre à l'initiative du programme Solidarité Eau (PSEAU), avec des spécialistes nationaux et locaux venus du Burkina Faso. Les membres du groupe-pays seront invités à y participer.

Un « side event » lors du 7e Forum de l'eau dédié à la coopération décentralisée

Le 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau dédié à « l'eau pour notre avenir » s'est tenu en Corée du Sud du 12 au 17 avril 2015. L'événement parallèle dédié à la coopération décentralisée le 15 avril a souhaité valoriser la coopération extérieure des collectivités dans sa dimension de réseaux de compétences de territoire à territoire. Il était organisé par la Coalition Eau, le pS-Eau, AEAP (l'Agence de l'Eau Artois-Picardie), AERM (l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse), Cités Unies France, le SEDIF (Syndicat des eaux d'Île-de-France) et le Grand-Lyon.

A cette occasion, pS-Eau s'est vu remettre un certificat pour l'accès solidaire et décentralisé à l'eau et à l'assainissement » par le PNUD (programme des Nations Unies pour le développement) et le Global Water Solidarity, devenant ainsi la première organisation française à être reconnue. Son travail de promotion du « 1% solidaire pour l'eau » a ainsi été récompensé.

Crises et réhabilitation

3. Fonds de solidarité Gaza

CUF a ouvert un fonds de solidarité pour la bande de Gaza en juillet 2014, suite au conflit armé violent entre le Hamas et l'armée israélienne qui a causé des destructions majeures. Six collectivités territoriales françaises ont répondu à l'appel et apporté une contribution financière : 15 000 euros ont ainsi pu être collectés.



CUF réunira prochainement le comité des donateurs du fonds Gaza afin de leur proposer

d'utiliser cette somme pour soutenir un programme d'actions mis en œuvre par le centre des femmes de Gaza (Women's Affairs Center) et financé par le fond social de développement du consulat général de France à Jérusalem. Ce projet vise à promouvoir les opportunités d'emploi et de revenu pour les femmes chefs de ménage et les femmes diplômées. Cette action, dont le coût total est de 113 000 euros, sera mise en œuvre dans les communes les plus affectées par le conflit de 2014 ainsi que dans les camps de réfugiés de la Bande de Gaza.

4. Fonds de solidarité Vanuatu

En mars 2015, suite au passage destructeur du cyclone Pam dans l'archipel de Vanuatu, Cités Unies France a ouvert un fonds de solidarité pour soutenir la reconstruction des territoires affectés. Une dizaine de collectivités ont répondu à l'appel et devraient financer prochainement le fonds.

À l'heure actuelle, plusieurs pistes de réflexion sont à l'étude et seront approfondies une fois que nous aurons une visibilité plus précise sur la hauteur de la somme récoltée grâce à cette initiative. La piste la plus pertinente serait de travailler en collaboration avec la communauté urbaine de Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, très impliquée dans la coopération avec le Vanuatu. Une mise en commun de nos fonds a été évoquée et pourrait servir à mener des actions de réhabilitation pour la ville de Port-Vila, capitale du Vanuatu particulièrement affectée par le passage du cyclone. Le comité des donateurs du fonds Vanuatu sera réuni prochainement afin de décider de l'orientation de la somme récoltée.

Président du groupe thématique : Jean-Philippe Magnen, conseiller municipal de Nantes, vice-président du conseil régional des Pays de la Loire

1. Fonds de solidarité Philippines

En novembre 2013, suite au passage destructeur du typhon Haiyan aux Philippines, CUF a ouvert un fonds de solidarité pour soutenir la reconstruction des territoires affectés. 48 collectivités ont participé à cette initiative et ont permis de récolter plus de 280 000 euros.



Après la mission de cadrage réalisée par CUF aux Philippines, un projet de soutien à la ville de Bogo, sur l'île de Cebu, a été validé par le comité des donateurs du fonds. Ce projet comporte deux volets d'actions :

- la reconstruction d'une cinquantaine de maisons, en collaboration avec la plateforme Franco-Philippines (*French-Philippines United Action*) ;
- la résilience et la préparation aux crises en soutenant un groupe de quatre collectivités du nord de l'île de Cebu dans leur effort de mise en commun des moyens matériels (équipement) et techniques pour les opérations de secours ainsi que dans la formation.

Le premier volet de l'action va démarrer prochainement : le terrain pour la construction des maisons a été identifié, de même que les opérateurs de travaux. La première pierre sera posée courant juin 2015.

2. Fonds de solidarité Balkans

En mai 2014, des intempéries d'une rare intensité ont frappé et dévasté une partie de la région des Balkans. Le fonds de solidarité Balkans, ouvert par CUF à cette occasion, a permis de collecter près de 30 000 euros grâce à la participation de huit collectivités françaises.

La ville de Choisy Le Roi s'est particulièrement investie dans la gestion du fonds et a proposé de travailler en partenariat avec l'association « l'Education Grandit la Bosnie » sur un projet en trois phases :

1. Participation à la reconstruction du parquet du gymnase de l'école de primaire de Sredjne, dans la municipalité de Ilijaš ;
2. Achat de matériel et d'équipements d'éducation physique et sportive pour le lycée de la communauté d'Olovo ;
3. Achat de matériel et d'équipements sportifs pour l'école primaire de Sredjne (municipalité de Ilijaš).

La réalisation de ces actions a débuté en décembre 2014 et tout s'est déroulé comme prévu, sans retard ni complications. La troisième phase a débuté en avril 2015 et devrait se terminer très prochainement, marquant ainsi la clôture du fonds Balkans.

Crises et réhabilitation

5. Fonds de solidarité Kobané

À la suite de la 28^e session du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe à Strasbourg, en mars 2015, au cours de laquelle le maire de la ville de Kobané a décrit la situation dramatique de son territoire depuis les attaques de l'Etat islamique en 2014, Cités Unies France a décidé d'ouvrir un fonds de solidarité. L'objectif sera de participer à des actions de reconstruction et/ou de réhabilitation pour la municipalité de Kobané. Une dizaine de collectivités ont répondu à l'appel et devraient contribuer prochainement au fonds.

L'affectation des fonds sera décidée courant 2015, lorsque CUF aura plus de visibilité concernant le montant récolté grâce à cette initiative. CUF a déjà rencontré le Centre de Crise du ministère des Affaires Etrangères et une mise en commun de nos moyens est à l'étude pour développer un programme d'actions destiné au soutien de la municipalité.



FRANCE
MÉDIAS
MONDE

Cette initiative a été reprise et diffusée par nos partenaires média : <http://www.rfi.fr/com/20150511-collectivites-locales-francaises-cites-unies-france-reconstruction-kobane-syrie/>

6. Fonds de solidarité Népal

À la suite du violent séisme qui a frappé le Népal à la fin du mois d'avril 2015, Cités Unies France a décidé d'ouvrir un fonds de solidarité pour soutenir les villes népalaises dans leurs futurs efforts de reconstruction. L'ampleur des destructions est sans précédent et le bilan humain, matériel et économique est dramatique. De nombreuses collectivités françaises ont d'ores et déjà fait part de leur volonté de participer à cette initiative de solidarité.

Cités Unies France souhaite travailler en partenariat avec le secrétariat de l'organisation mondiale des collectivités (CGLU), ainsi que sa section régionale Asie-Pacifique (ASPAC) qui se sont mobilisées et ont lancé un appel mondial. Très prochainement, nous rencontrerons nos partenaires sur place : l'association des municipalités du Népal (MuAN), mais également l'association des conseils locaux du Punjab (LCAP) et l'Association nationale des comités villageois pour le développement au Népal (NAVIN). De plus, la Task Force mondiale de CGLU sur la réponse aux catastrophes se réunira afin d'organiser une réponse concertée des collectivités au niveau international.



À la suite de ces différentes rencontres, un programme d'actions concerté pourra être rédigé et présenté au comité des donateurs du fonds pour validation.

Task Force mondiale de CGLU pour la réponse aux crises et aux catastrophes

Depuis sa création officielle, en juin 2014, lors du bureau exécutif de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à Liverpool, la Task Force de CGLU sur la réponse des gouvernements locaux aux catastrophes a défini un certain nombre de priorités. Malgré le retrait du financement des Pays-Bas pour un programme spécifiquement lié à la mise en place d'activités vouées au renforcement de la coordination et la réalisation d'une base de données et à un plan de formations, Cités Unies France a continué à assurer ses responsabilités en tant que secrétariat du groupe.

Nous avons ainsi pu organiser : une réunion de travail de la Task Force à Haikou en Chine dans le cadre du Conseil mondial de CGLU, en novembre 2014 ; assurer une présence de la Task Force lors de la troisième conférence onusienne sur la réduction des risques et des désastres, en mars 2015 à Sendai au Japon ; suivre et inscrire la Task Force dans le processus d'organisation du prochain Forum mondial sur l'humanitaire organisé par les Nations Unies, en 2016 à Istanbul. Ce dernier Forum sera précédé par deux séminaires techniques portant sur la question urbaine auxquels Cités Unies France participera et représentera CGLU ainsi que notre groupe de travail. L'un a eu lieu à Bonn, fin avril 2015, et l'autre aura lieu à Barcelone, en juin 2015.

Cités Unies France a récemment mobilisé la Task Force ainsi que ces partenaires internationaux, notamment la Fédération des municipalités canadiennes et la Section Moyen-Orient et Asie Pacifique de CGLU pour une action concertée afin de répondre à la situation d'urgence au Népal.

Contact :

Simoné Giovetti, Responsable du secrétariat du Groupe Moyen-Orient de CGLU et de la Task Force mondiale pour la réponse aux crises par les gouvernements locaux et régionaux (CGLU)

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et réhabilitation)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

LucieAllex-Billaud, chargée de mission (Crises et réhabilitation)

Courriel : l.allexbillaud@cites-unies-france.org

Thématiques



Platforma

Le comité de coordination et le deuxième conseil politique se sont tenus à Bruxelles les 9 et 10 avril dernier. Cités Unies France était représenté au conseil politique par Alain Huard. Les élus ont échangé, entre autres, sur l'année européenne de développement et le futur rapport en préparation au Parlement européen sur le rôle des autorités locales dans le développement.

Clôture du programme Agora

Cités Unies France a clôturé en mars dernier le programme Agora. Programme d'appui à la gouvernance concertée et aux services publics locaux mis en œuvre au Bénin, au Burkina et au Mali, Agora est un projet porté par Cités Unies France, en partenariat avec le Gret et le Laboratoire Citoyennetés, ainsi que les associations des municipalités béninoises, burkinabaises et maliennes. A la différence des projets classiques, Agora a porté un regard analytique sur son terrain d'intervention et un regard réflexif sur son action et a ainsi beaucoup produit. Ces productions seront à la disposition des adhérents et une présentation de clôture sera proposée.

ACTUALITÉ

DROITS : Intégrer les droits dans les projets de coopération décentralisée

L'année 2015 sera celle de la redéfinition de la coopération au développement. Dans ce contexte, les collectivités locales ont une réelle valeur ajoutée pour mener et promouvoir des projets de coopération intégrant les droits.

Prendre en compte les droits dans sa politique de coopération décentralisée ne signifie pas aborder frontalement la question des droits de l'Homme ni se poser en donneur de leçons. Il s'agit bien plus de considérer les droits comme un outil au service du développement, de viser l'atteinte du bien-être de chaque individu ici et là-bas, un objectif à poursuivre en étroite coopération avec les partenaires et les acteurs des territoires. Forum réfugiés-Cosi propose un kit méthodologique visant à faciliter cette prise en compte. Ses outils sont consultables gratuitement en ligne sur le site internet www.forumrefugies.org.

(Source : Article rédigé par Marie Bellon, chargée de mission, Droits de l'Homme)

INSTITUTIONS EUROPÉENNES

FORMATIONS



Cités Unies France constate en première ligne les changements systémiques et rapides que connaît l'action internationale des collectivités aujourd'hui. CUF se propose ainsi d'accompagner le renforcement de l'expertise des collectivités territoriales à l'international à travers de la formation. Indépendamment de l'adhésion, mais

avec un tarif préférentiel pour ses adhérents, Cités Unies France propose différentes formations :

• 3, 4 et 5 juin 2015 : « Le montage de projet : comment accéder aux financements européens ? »

Les sources de financements de l'action internationale des collectivités territoriales sont en baisse. L'Union européenne a créé un programme spécifique destiné à financer les projets des collectivités territoriales : 44 millions d'euros par an sont programmés pour les projets des collectivités territoriales.

Les 3 jours de stages permettront aux stagiaires de comprendre les financements européens accessibles pour leur projet, de savoir anticiper les appels, de rédiger la demande et le budget.

Lieu : Paris.

• 29 et 30 septembre 2015 : « Travailler avec d'autres cultures »

Comment identifier, analyser et prendre en compte les différences culturelles dans les pratiques de coopération décentralisée ? L'approche interculturelle aide à l'analyse, à la compréhension et à la décision. L'approche proposée durant les deux jours de stage pourra ainsi contribuer à clarifier et orienter les stratégies de l'action internationale des collectivités territoriales.

Lieu : Paris.

• 5, 6 et 7 octobre 2015 : Le montage de projet : comment concevoir et présenter un projet de coopération ?

Mettre en œuvre des projets efficaces de coopération décentralisée et pouvoir accéder à de nouveaux bailleurs exigent de se poser les bonnes questions dans le bon ordre. C'est ce que permet la planification par objectifs, synthétisée dans un outil : le cadre logique. Retour ligne automatique

Quels objectifs à atteindre pour le partenariat ? Quel plan d'action choisir ? Comment planifier ? Quels risques ? Comment évaluer l'impact de mon projet ? sont autant de questions auxquels les stagiaires répondront pendant les 3 jours de stages

Lieu : Paris

Sur demande, le module peut être proposé en collectivité.

Pour plus d'informations sur les programmes et les bulletins d'inscription : <http://www.cites-unies-france.org/-Nos-formations->

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Forum méditerranéen de la jeunesse	Tunis	1 - 3 mai	Institut français de Tunisie
Réunion du groupe-pays Tunisie	Paris	13 mai	CUF
Réunion du groupe-pays Algérie	Paris	13 mai	CUF
Comité de pilotage Fonds conjoint franco-marocain	Paris	18 mai	DAECT/ DGCL Maroc
Les politiques publiques de coopération au développement : quelles réponses aux enjeux de nos territoires ?	Orléans, Hôtel de Région	19 mai	Région Centre Val de Loire/ AFCCRE/ Centr'aider
Rencontre autour de l'accès de tous les jeunes à l'offre de mobilité	Aubervilliers	21 mai	Ville d'Aubervilliers /ADIJ 93
Rencontres nationales des acteurs de la Semaine de la solidarité internationale	Paris	29 - 30 mai	Semaine de la solidarité internationale
Quatrième Assises de la coopération décentralisée	Bruxelles	1 - 2 juin	Commission européenne / Comité des Régions
Formation « Le montage de projet : comment accéder aux financements européens ? »	Paris	3 - 5 juin	CUF
5 ^e édition du Carrefour de la solidarité internationale "Mieux vivre ensemble - tous acteurs"	Nantes	4 juin	Conseil régional Pays de la Loire
MEDCOP 21, Le Forum de la société civile méditerranéenne pour le climat	Marseille	4 - 5 juin	Conseil régional de PACA
7 ^{ème} édition du Forum économique international Amérique latine et Caraïbe	Paris	5 juin	BID / OCDE / Ministère des Finances / Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique
Séminaire sur le tourisme	Gumri, Arménie	8 - 12 juin	Région Rhône-Alpes/Agence de la Démocratie Locale en Arménie /CUF
Réseau des acteurs de l'eau et l'assainissement dans l'océan Indien : séminaire bilan	Mayotte	9 - 10 juin	pS-Eau
Bureau mondial de CGLU / signature convention CUF - Association des maires du Brésil (FNP)	Porto Alègre, Brésil	9 - 12 juin	CGLU
Réunions Niger : comité de pilotage du dispositif ANIYA & réunion du groupe-pays	Paris	10 juin	CUF

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Sommet des Chefs d'Etat UE-Amérique latine	Bruxelles	10 - 11 juin	
Désertif'actions 2015 - Forum international de la société civile en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des terres	Montpellier	10 - 13 juin	CARI
5e Assises de la solidarité internationale en Bretagne "Développement économique et solidarité internationale : agir ensemble au Nord et au Sud"	Lorient	12 juin	Conseil régional Bretagne
Réunion PSEAU – CUF « Eau et assainissement au Burkina Faso »	Paris	16 juin	CUF/pS-Eau
6 ^e journée régionale d'échanges et de réflexions sur la coopération et la solidarité internationale "Dérèglement climatique et développement"	Besançon	19 juin	CERCOOP
Séminaire de préparation de Forum mondial de l'humanitaire (<i>World humanitarian Forum</i>) à Istanbul, en 2016	Barcelone	22 - 23 juin	CGLU/CUF
Bureau exécutif de Cités Unies France	CUF	24 juin	CUF
Sommet des villes et régions africaines pour le climat	Yamoussoukro, Côte d'Ivoire	24 - 25 juin	Conseil des collectivités territoriales (CCT) / Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA)
Congrès des régions de France	Rouen	25 - 26 juin	
« Forum coopération hospitalière internationale », dans le cadre du festival LAFI BALA	Chambéry	26 - 27 juin	Ville de Chambéry / Association Chambéry Ouahigouya
6 ^{ème} Forum de l'action internationale des collectivités	Paris, Palais des Congrès	29 - 30 juin	CUF / ICIC
Réunion institutionnel de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD)	Paris, Palais des Congrès	29 juin	CNCD/MAEDI
Réunions des groupes-pays Arménie, Palestine, Mexique, Chine, Chili	Paris, Palais des Congrès	29 juin	CUF

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Assemblée générale de CUF	Paris, Palais des Congrès	30 juin	CUF
Réunions des groupes-pays Maroc, Russie, Japon, Etats-Unis et Liban	Paris, Palais des Congrès	30 juin	CUF
Sommet mondial climat et territoires	Siège du Conseil régional Rhône Alpes	1 - 2 juillet	Comité de pilotage
Visite d'Etat du Président de la République du Mexique	Paris	12-15 juillet	Etats/ groupe-pays Mexique
IX° Sommet hémisphérique des autorités locales – Le Congrès latino-américain des villes et gouvernements locaux, « ExperienciAmérica »	San Juan, Porto Rico	20 - 22 août	FLACMA
8 ^e Forum mondial Convergences	Paris	7 - 9 septembre	Convergences
Projet de rencontre algéro-française sur « L'action locale pour et avec les jeunes »	Béjaïa, Algérie	9 - 13 septembre	L'Etoile culturelle d'Akbou / Cités Unies France
Formation « Travailler avec d'autres cultures »	CUF	29 - 30 septembre	CUF
4 ^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne	à confirmer	1 - 2 octobre	Réseau de la coopération décentralisée pour la Palestine / CUF
Plate-forme Annemasse « Les partenariats publics privés pour le développement durable »	Annemasse	28 - 30 octobre	CA Annemasse/UNITAR
Rencontres de la coopération internationale (coopération internationale et climat)	Blois	31 octobre	Région Centre Val de Loire
Semaine de la Solidarité internationale	France	14 - 25 novembre	SSI
Sommet Climat Paris - COP 21	Le Bourget, Paris	30 novembre - 11 décembre	CNUCC
7 ^e sommet Africités « Vision 2063 de l'Afrique : quelle contribution de ses gouvernements locaux ? »	Johannesburg	29 novembre - 3 décembre	CGLU Afrique

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2014)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPRU	Dossier pays Russie (première édition - décembre 2012)	2012
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque	2005
DPJA	Dossier pays Japon (troisième édition - octobre 2014)	2014
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2011)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPCH	Dossier pays Chine (deuxième édition à paraître)	2015
DPLI	Dossier pays Liban (nouvelle édition - octobre 2013)	2013
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPHT	Dossier Pays Haïti (deuxième édition - septembre 2013)	2013
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2014
DPNG	Dossier Pays Niger (deuxième édition - septembre 2014)	2013
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007



Publications

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de coopération décentralisée : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPAR	Répertoire des partenariats franco-arméniens
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPARG	Répertoire des partenariats France - Argentine
RPBR	Répertoire des partenariats franco-brésiliens
RPHT	Répertoire des partenariats franco-haïtiens
RPACC	Répertoire des partenariats France - Amérique Centrale et Cuba
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPBE	Répertoire des partenariats franco-bénois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Éducasol)	2010
Ro09	NOUVEAU ! L'action sociale internationale des collectivités françaises (CUF-ENEIS Conseil) - janvier 2015	2015



Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REFo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REFo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REFo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REFo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REFo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011
REFo6	Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar (CUF-ACTED)	2012
REFo7	NOUVEAU ! L'action internationale des collectivités territoriales face au changement climatique (novembre 2014)	2014
REFo8	NOUVEAU ! Les autorités locales dans la gestion des crises (février 2015)	2015

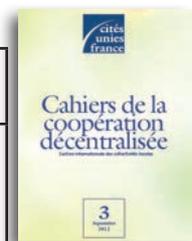


Ouvrages hors collection

HCCD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€

Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010	2010	30€
CDD-3	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 3 - septembre 2012 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€	2012	30€



Suivez Cités Unies France sur Twitter et Facebook !

Cités Unies France a désormais son compte Twitter et Facebook. Retrouvez toutes les informations en direct sur : @CitesUniesFR et <https://www.facebook.com/pages/Cités-Unies-France/568198223223196>



40
ans
cités
unies
france

9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org